

Le primat de Pologne se déclare opposé à la grève prévue pour le 10 novembre

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dr. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; États-Unis, 65 c. ; France, 45 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 65 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 85 d.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 468572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le sauvetage de l'O.U.A.

L'annonce, par la République arabe sahraïenne démocratique (R.A.S.D.), qu'elle « s'abstenait volontairement et provisoirement » de participer au prochain sommet de l'Organisation de l'Unité africaine, pourrait dénouer la grave crise que traverse l'Organisation panafricaine, dont une vingtaine d'États membres refusent de reconnaître l'État proclamé par le Front Polisario. Son admission à l'O.U.A. - suscitant une violente controverse - avait interdit au sommet annuel, prévu début août à Tripoli, de se tenir, le quorum des deux tiers n'étant pas réuni.

Il est aujourd'hui question de convoquer enfin cette conférence le 23 novembre dans la capitale libyenne. Le colonel Kadhafi, président du pays hôte, succéderait alors au président Mok, du Kenya, à la tête de l'Organisation panafricaine pour huit mois seulement, avant de céder la place en juillet 1983 à M. Sekou Touré, à l'occasion du vingtième sommet ordinaire prévu à Conakry. Dans cette hypothèse, la plus optimiste, les choses rentreraient dans l'ordre et l'O.U.A., forum du panafricanisme, n'aurait vécu, cette année, qu'une épreuve grave mais surmontable.

En fait, on n'en est pas encore là. Tout d'abord, le retrait « temporaire » de la R.A.S.D., sous la pression de ses protecteurs africains, notamment l'Algérie, le remet pas en cause, à ses yeux et aux leurs, son caractère d'État membre à part entière de l'O.U.A. Ensuite, le compromis élaboré par les États chargés de résoudre la crise (Congo, Libye, Mali, Mozambique, Tanzanie et Zambie) prévoit que le Maroc s'engage à se rendre à Tripoli et à accepter l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans l'ancien Sahara espagnol avant le sommet de Conakry.

N'ayant pas, pour l'instant du moins, fait connaître leur réaction officielle, les Marocains ne se satisfont guère du caractère « provisoire » du retrait de la R.A.S.D., tout en jugeant « intéressant », selon la formule du « Matin du Sahara », publication pro gouvernementale, cette « inflexion de l'attitude algérienne ». Pour sa part, l'« Opinion », organe de l'istigial, n'y voit pourtant qu'un « subterfuge » et une « manœuvre » visant à « obtenir implicitement une reconnaissance globale de la prétendue R.A.S.D. ». En bref, si la balle est de nouveau dans le camp marocain, il reste difficile de préjuger la réponse de Hassan II.

Des États comme l'Égypte et le Soudan demeurent vivement hostiles à l'accession du colonel Kadhafi à la présidence de l'O.U.A. Leur attitude s'explique aisément : le dirigeant libyen a encore aggravé son isolement dans le monde arabe en invitant M. Arafat à « se suicider » plutôt que de quitter Beyrouth et en refusant, plus récemment, de participer au sommet de Fès sur le Liban.

En outre, M. Kadhafi a peine à convaincre un bon nombre de chefs d'État africains de ses intentions pacifiques alors qu'il alimente dans le Nord tchadien, une nouvelle rébellion. M. Goukouni Oueddei, son protégé et hôte, ancien chef de l'État tchadien vaincu par M. Hissène Habré, vient d'annoncer la formation, au Tibesti, d'un « gouvernement provisoire de salut national ». Il y a là un double défi à N'Djamena, puisque l'armée libyenne occupe, depuis près de dix ans déjà, la bande d'Aouzou dans l'extrême nord du pays.

C'est dire combien les négociations des prochains jours sur l'éventuelle réunion d'un sommet panafricain s'annoncent difficiles. Quoi qu'il en soit, la dislocation de l'O.U.A. n'est plus désormais une hypothèse très vraisemblable.

Les élections aux États-Unis

Tous les sondages accordent une nette avance aux démocrates

La popularité personnelle de M. Reagan était en hausse trois jours avant les élections du mardi 2 novembre, selon un sondage effectué pour le compte du New York Times et de la chaîne de télévision C.B.S. Quarante-six pour cent des personnes interrogées se déclaraient satisfaites du président et 43 % mécontentes. Tous les sondages indiquent en même temps une nette avance des démocrates sur les républicains.

Cent soixante-neuf millions d'Américains âgés de plus de dix-huit ans sont appelés mardi à élire une nouvelle Chambre des représentants et à renouveler un tiers du Sénat. D'autres scrutins ont lieu le même jour pour désigner trente-six gouverneurs et quarante-six assemblées législatives (sur cinquante).

De notre correspondant

Washington. - A la veille du scrutin, tous les sondages accordent une avance aux démocrates. Ceux-ci sont crédités de 52 % des intentions de vote par Harris et C.B.S., 55 % par Gallup et 59 % par A.B.C. Mais il n'est pas facile de traduire en sièges ces marges présumées. On ne se trouve pas, comme à l'élection présidentielle de novembre 1980, devant un simple duel sur des thèmes nationaux. D'une part, la personnalité des candidats amènera certains électeurs à changer de camp. D'autre part, personne ne sait si les chômeurs (11 millions) participeront davantage au vote que les fois précédentes. Enfin, de nombreuses circonscriptions viennent d'être modifiées à cause des mouvements de population vers le sud-ouest.

Mises ensemble, les prévisions des analystes des deux camps donnent des « fourchettes » assez larges. Les républicains perdraient de

1 à 4 sièges au Sénat (conservant ainsi leur majorité), et de 10 à 35 sièges à la Chambre des représentants (où ils sont déjà minoritaires). Le nombre de leurs gouverneurs passerait de 23 à 19 (dans la meilleure hypothèse) ou à 14 (au pire des cas).

M. Vander Jagt, chef de la campagne républicaine pour le Congrès, fait preuve d'originalité en promettant un recul démocrate. Les responsables de la Maison Blanche ne poussent pas l'optimisme aussi loin.

M. Edward Kennedy, sénateur du Massachusetts, est sûr de conserver son siège, le 2 novembre. Il n'en est pas de même pour d'autres vedettes - comme M. Robert Michel (Illinois), chef du groupe républicain à la Chambre - qui affrontent une élection plus difficile que prévu.

ROBERT SOLÉ.
(Lire la suite page 4.)

Le pape en Espagne

Jean-Paul II demande aux catholiques de « respecter les options des autres »

Jean-Paul II doit passer les premiers jours de son voyage en Espagne, jusqu'au jeudi 4 novembre, à Madrid, sauf ce lundi 1^{er} novembre où il devrait se rendre à Avila pour visiter un couvent de carmélites, puis à Alba-de-Tornés pour la clôture officielle du quarantième centenaire de la mort de sainte Thérèse d'Avila, et enfin à Salamanque pour une rencontre avec les théologiens de la célèbre Université pontificale.

Le pape est arrivé à l'aéroport de Madrid dimanche 31 octobre à 17 heures. Il a été accueilli par le roi Juan Carlos et les autorités ecclésiastiques et politiques. Dans son discours, Jean-Paul II a souligné « le caractère exclusivement religieux et pastoral » de son voyage, en ajoutant qu'il n'y aurait pas « les tensions qui ont parfois débouché sur des luttes ouvertes au sein de votre société », et il a demandé aux catholiques de promouvoir le dialogue et la justice « dans un climat de respect pour les options légitimes des autres, tout en exigeant en retour le respect de vos propres convictions ».

Une Eglise différente dans un pays différent

De notre envoyé spécial

Madrid. - « Une Eglise différente dans un pays différent », formule lapidaire du Père Jose Luis Martin Descalzo, éditorialiste à la revue ABC, pour expliquer que l'Espagne religieuse et politique ne ressemble pas aux autres pays européens. Ou pas encore, car l'évolution se fait à grands pas. « Ce que l'Europe a mis cinquante ans à assimiler, dit-il encore, l'Espagne a dû l'avaler en dix ans. Pas surprenant

POINT

Quand la C.G.T. se veut responsable

L'intervention de M. Henri Krasucki le 31 octobre au « Club de la presse » d'Europe 1 a eu le mérite de la netteté. Venant après un comité confédéral national qui les 14 et 15 octobre dernier, avait haussé le ton face au gouvernement et d'abord sur la question présentée comme prioritaire du pouvoir d'achat, les propos du secrétaire général de la C.G.T. ont montré à la fois la portée et les limites des avertissements adressés.

Indéniablement, la fermeté est de rigueur sur la question du pouvoir d'achat. La C.G.T. ne tient pas le gouvernement pour quitte de ses orientations. Mais, alors que les déclarations de M. Krasucki antérieures au « Club de la presse » pouvaient laisser croire à une escalade verbale face au gouvernement, il n'en a rien été.

La relative mesure des avertissements cédégistes a une triple explication. En premier lieu la rigueur gouvernementale ne relève pour M. Krasucki ni d'une gestion de la crise, ni d'une avarice de gauche, ni même d'un véritable changement de cap. Des désaccords existent, mais l'orientation globale n'est pas perçue comme négative. En second lieu, le gouvernement est perçu comme un interlocuteur avec lequel on peut toujours discuter. Le secrétaire général de la C.G.T. a ainsi mis en avant une réponse de M. Mauroy montrant que sur le SMIC rien n'est résolu. L'intervention des salariés - par le débat ou par l'ingérence dans la gestion plus que par la grève - prend donc tout son sens puisque « rien n'est figé ». Enfin, il importe de n'être ni passif ni outrancier face à un gouvernement de gauche sous peine de favoriser un retour de la droite au pouvoir.

M. Krasucki a ainsi clairement délimité le mécontentement de la C.G.T. en laissant entendre que les risques étaient plus économiques et politiques que sociaux. Le risque économique réside dans le fait que pour le secrétaire général de la C.G.T. une baisse du pouvoir d'achat est incompatible avec une relance de la consommation, de l'investissement et de la production et peut au contraire aboutir à une hausse du chômage. Le risque politique est de développer des déceptions et les désenchantements perceptibles chez les militants cégétistes au point d'augmenter le nombre des abstentionnistes aux prochaines municipales. Là se situent les avertissements d'une C.G.T. qui se veut responsable.

(Lire page 17.)

Point de vue

Les orientations inquiétantes de la politique de défense

A l'Assemblée nationale, qui examinera le projet de budget de la défense pour 1983, vendredi 12 novembre, les groupes U.D.F. et R.P.R. ont décidé de déposer une motion de censure contre la politique militaire et, en particulier, contre la décision du gouvernement de supprimer, en 1982, environ 13 400 millions de francs d'autorisations de programme et 3 200 millions de crédits de paiement pour les commandes d'armements.

Cette motion de censure, déposée par les deux partis de l'opposition dont les deux commissions spécialisées de la défense ont pris l'habitude depuis peu

de se concerter pour harmoniser leurs positions, sera discutée après la session budgétaire.

D'autre part, une délégation du bureau de la commission de la défense de l'Assemblée nationale doit être reçue, mercredi 3 novembre, par le premier ministre pour obtenir de M. Pierre Mauroy des explications après l'annonce que les armées bénéficieraient du collectif budgétaire de fin d'année et pour attirer son attention sur les difficultés de « la sortie du blocage » pour les salariés des arsenaux de l'État.

I. - Un effort interrompu

Après dix-huit mois de pouvoir socialiste et deux budgets militaires, on peut légitimement poser la question : quelle est la politique de défense du nouveau président et de son gouvernement ?

Le premier ministre a eu l'honnêteté de nous prévenir lors de sa récente déclaration à l'I.H.E.D.N. (Institut des hautes études de défense nationale) : nous serons fixés à l'occasion de la loi de programme militaire qui couvrira la période de 1984-1988. Il faudra donc attendre

par YVON BOURGES (*)

encore un an, c'est-à-dire que le tiers du septennat se soit écoulé ! Le plus grave est que cet atterroisement ne semble choquer personne, comme si la sécurité et l'indépendance n'étaient plus que préoccupation de second rang. Le fait qu'aucun débat parlementaire sur la politique de défense n'ait été organisé depuis l'installation des nouveaux dirigeants est en lui-même révélateur.


Un sentiment a prévalu depuis mai 1981 : pour la politique militaire, le nouveau pouvoir inscrivait son action dans la continuité plutôt que dans le changement. M. Mauroy l'a lui-même affirmé il y a un an, et le gouvernement, n'ayant jamais exposé ses vues en la matière, est parvenu jusqu'ici à accrédiéter le sentiment de la continuité, en quelque sorte par omission.

(*) Sénateur R.P.R. d'Ile-et-Vilaine, ancien ministre de la défense.

HÉLÈNE CIXOUS

L'Injonction
Tout était si infini
des femmes

Editions Des femmes, 6 rue de Mézières 75006 Paris



AU JOUR LE JOUR

Sortie

Dans tous les cimetières de France, c'est la visite aux morts. On se souvient et on passe. Cette année les vivants ont beaucoup de soucis. Ils froncent le sourcil en pensant aux difficultés qui les attendent. C'est que la Toussaint a coïncidé avec la tant redoutée sortie du blocage des prix et des salaires. ce cap angoissant.

Arpenter les cimetières nous permet de relativiser nos blocages et de songer à ceux qui nous ont précédés en direction de la sortie, et pour qui la vie n'a même plus de coût.

BRUNO FRAPPAT.

LES PROGRAMMES RADIO-TÉLÉVISÉS POUR LES IMMIGRÉS

Abandon ou reconnaissance ?

« Mosaïque » va-t-il disparaître des programmes de FR 3 ? Les émissions de Radio-France internationale à destination des immigrés vont-elles s'arrêter ? Le syndicat C.F.D.T. de l'I.C.E.I. (Information, culture et immigration, organisme de tutelle de « Mosaïque ») et les journalistes C.F.D.T. et S.N.J. de Radio-France manifestent leur inquiétude devant les menaces qui pèsent sur l'avenir des émissions destinées aux immigrés depuis la publication - le 20 octobre dernier - du « rapport Gaspard » sur « L'information et l'expression culturelle des communautés immigrées en France ».

Réalisé à la demande de M. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés, par M^{me} Françoise Gaspard, député (P.S.) et maire de Dreux, ce rapport, qui traite de l'action menée jusqu'à présent envers les immigrés, juge « inadéquates » les structures mises en place à la télévision et à la radio, toutes financées par le FAS (Fonds d'action sociale) : « Images

de... » et « Mosaïque », diffusées le dimanche matin sur FR 3 ; les émissions de Radio-France internationale, en langues d'origine, diffusées chaque matin, de 5 h 30 à 7 heures, en ondes moyennes, sur la France ; et le service Inter-migrants de France Inter.

L'immigration a été « marginalisée » par les moyens de communication, est-il écrit dans le rapport, qui souligne à la fois le coût élevé des émissions, les horaires mal placés, leur baisse d'audience, et propose, dans le cadre d'une politique générale beaucoup plus vaste, l'intégration des programmes pour immigrés aux programmes généraux de radio et de télévision et leur prise en charge par le service public. Abandon pur et simple d'un secteur jugé « lourd » ? Ou reconnaissance des cultures « autres » et volonté d'en finir avec les ghettos ?

(Lire page 15 l'article de CATHERINE HUMBLLOT.)

ASIE

Afghanistan

« Les Soviétiques brûlent les récoltes pour contraindre les habitants à s'enfuir » affirme le chef de la résistance au Panchir

Un des chefs de la résistance de Kaboul, Abdul Halim-Khahwa, âgé de vingt-huit ans, a été tué dans une embuscade tendue par des soldats afghans et soviétiques, alors qu'il quittait la capitale où il avait organisé une opération de commando, le 24 octobre à Peshawar. Peu de temps auparavant, l'une des figures les plus prestigieuses de la résistance à l'occupation soviétique, qui commande dans la vallée du Panchir, Massoud — membre du parti fondamentaliste Jamiat-e-Islami (la société islamique) — avait dénoncé les méthodes utilisées par les troupes soviétiques, qui « ont détruit les maisons, les routes, les fermes, brûlé les récoltes pour contraindre les habitants à s'enfuir. Ils sont maintenant menacés de famine ». Un journaliste français présent dans la vallée durant la « sixième offensive » soviétique-afghane de septembre nous a rapporté le témoignage que voici sur le déroulement des opérations.

La « sixième offensive »

Les hélicoptères continuent d'arriver par dizaines. Le ciel du Panchir ne semble plus assez vaste pour pouvoir les contenir tous. Le village d'Abdolkhalik vient de tomber entre les mains des commandos soviétiques. La traque des moudjahedins, qui se sont réfugiés sur les sommets, commence. Les soldats soviétiques et afghans occupent déjà la vallée principale. Ils entreprennent de s'emparer — à quelques exceptions près — de toutes celles qui lui sont périphériques.

Deux jours après le début de l'offensive, engagée le 27 août, les assaillants avaient déjà remonté les trois quarts de la vallée principale. Le « verrou » de Dounab, qui devait empêcher toute progression de l'adversaire vers le haut de la vallée avait sauté, livrant à l'assaut la clé de voûte du système défensif des moudjahedins. Une dizaine de jours plus tard, les commandos hélicoptères avaient franchi les montagnes pour prendre à revers les résistants. Ils étaient passés par une vallée plus au nord, occupée par les hommes du Hekhi Islami, qui, selon le chef des moudjahedins du Panchir, ont été sans tenter de combattre.

Dans un réduit montagneux voisin, vingt combattants musulmans et leur commandant tentèrent de tenir cette que coiffe un col. Il n'y eut qu'un seul survivant.

Jamais, lors des précédentes offensives, les soldats soviétiques et afghans n'avaient parvenus aussi haut. Les 7, 8 et 9 septembre, la situation devient très critique pour les moudjahedins. Pour les déloger, des dizaines d'hélicoptères passent à l'attaque. Des groupes de quatre ou cinq, ils pilonnent systématiquement chaque hauteur. La D.C.A. des résistants reste muette sous peine d'être anéantie. Ils n'ont même pas d'artillerie, les quelques missiles SAM-7 et SAM-7B dont ils disposent, les premiers lancés étant détournés par les hélicoptères envoyés par les Soviétiques.

Dans la vallée voisine, les Mig-3 s'acharment sur une position désertée mais où la veille encore, tirait une mitrailleuse antiaérienne D.S.H.E. qui a été déplacée pendant la nuit.

Outre les Mig, qui s'attaquent plus volontiers aux villages, tournent aussi, au-dessus des massifs, des avions de repérage. Pour vaincre leur efficacité, les résistants disent qu'ils « sont capables de lire l'heure à notre montre », et les avions descendent quelconque présence, les hélicoptères sont alertés et arrivent dans les

minuties qui suivent. Toujours par groupes de quatre ou cinq, ils effectuent un premier passage latéral, effectuent un quart de volte puis attaquent frontalement. Les résistants ont alors l'impression de se briser. Ils reviennent ensuite cinq, dix fois à l'assaut du même endroit.

Masoud a essayé de redouter la D.C.A. les hélicoptères descendant très bas, rasant les sommets. Armés principalement de roquettes et de canons de 24 mm, ils ouvrent le feu sur tout ce qui bouge, sur les moudjahedins comme sur les villageois qui fuient les combats. Un infirmier français en mission humanitaire est mitrillé au sommet d'un col alors qu'il tente de quitter la vallée. Il en sort indemne. Quelques jours auparavant, un adolescent a été tué presque au même endroit.

Les hélicoptères lancent aussi des centaines de mines antipersonnel sur les cols pour empêcher les caravanes de ravitaillement.

Attendre et prier

Sur les sommets, il n'est pas imaginable que les moudjahedins puissent tenir. Pourtant ils s'y accrochent. Pris pendant des heures dans un ouragan d'acier, ils n'ont d'autre solution que de s'asseoir et d'attendre en priant.

Chaque jour ou presque, le même scénario se répète. Si la crête tombe entre les mains des assaillants, les résistants reprennent généralement l'ordre de la rependre. Ils tentent de le faire pendant la nuit mais n'ont parfois que quelques obus de mortier à tirer sur les positions adverses avant l'aube.

Leur chef militaire et politique — Ahmed Shah (Massoud est son nom de guerre) — ne se laisse pas décourager par les difficultés du moment. « Nous n'avons pas beaucoup de munitions », nous dit-il, « c'est notre principal point faible. Nous n'avons pas non plus suffisamment de nourriture ». Les moudjahedins ne font parfois qu'un seul repas par jour. Heureusement que les soldats soviétiques et afghans ne sont pas très courageux.

« Mais les temps d'été soviétiques ne font pas preuve d'une grande détermination. Contrairement à celles qui se battaient au début de la guerre. De plus, elles ont trop de matériel et qui les rend trop peu mobiles ».

A la fin septembre, tandis que se retirent les forces soviético-afghanes, la population du Panchir commençait à regagner la vallée et à reconstruire les maisons détruites. Un médecin, M. Jean-Philippe Tabard, d'Aide médicale internationale, présent sur place pendant toute l'offen-

sive, estime à 60 000 le nombre des personnes (sur une population de 80 000) qui ont fui la région.

En effet, les offensives soviétiques ont entraîné la destruction de trois villages dans de petits villages, 23 personnes auraient été exécutées à la hache. A Renche, ce sont 45 habitants qui ont, semble-t-il, été fusillés ou brûlés vifs. Enfin, à Bazar, 15 résidents ont péri brûlés vifs dans leurs maisons. Massoud assure devant nous, le 15 septembre, que 1 000 civils avaient été tués ou blessés au Panchir lors des cinq précédentes offensives.

Ce chiffre paraît encore faible. Ainsi, les seuls bombardements des 24 et 25 août ont provoqué la mort de 10 personnes à Bonak et d'une vingtaine d'autres à Mata. Les enfants sont, en général, les principales victimes des raids aériens.

« L'attaque après un bombardement, nous dit le docteur Tabard, « fait entrer un éclat d'obus fiché dans le corps d'une fillette que je n'ai pu anesthésier. Elle n'a même pas réagi. Son père, son père venait d'être tué sous ses yeux ».

« Terroriser la population pour l'obliger à fuir le Panchir, tel semble être l'objectif des forces soviétiques. Les bombardements de villages isolés, sans aucune importance stratégique, les destructions de récoltes, les mitraillages des troupes, l'incendie des villages, en témoignent.

De leur côté les moudjahedins ont parfaitement conscience qu'ils ne pourront que difficilement survivre dans une vallée désertée par ses habitants. Aussi essaient-ils d'assurer toute que soit le ravitaillement de la vallée en blé et maïs. En outre, les dépôts du Panchir pour le Pakistan sont en général interdits. En revanche, ils sont autorisés pour Kaboul à la condition d'être provisoires. Le chef de famille demeure le plus souvent au foyer afin d'éviter d'être enrôlé de force. Chaque famille, une fois dans la capitale, a des difficultés à surveiller celle qui l'a précédée et rendre compte, éventuellement, de ses agissements aux résistants.

Selon les médecins français présents au Panchir pendant la dernière offensive, les destructions des villages (dont certains ont été rasés) comme la perte des récoltes et du bétail ont entraîné le moral de la population. L'offensive de septembre n'était pas terminée que déjà Massoud dévoilait ses projets. Conséquences de son organisation militaire et politique de la vallée pouvait servir de modèle à la résistance, il déclarait : « Les Soviétiques ne peuvent pas supporter l'insurrection. Ils ont peur de cette raison qu'ils pensent à tout prix l'annuler (...). Je vais donc créer prochainement quatre ou cinq autres Panchir en Afghanistan ».

J.-P. PELLERIN.

AMÉRIQUES

Les élections aux Etats-Unis

Tous les sondages accordent une nette avance aux démocrates

(Suite de la première page.)

Trois personnalités démocrates feront parler d'elles en tout cas : M. Jerry Brown, gouverneur de Californie, qui vise un siège de sénateur ; M. Tom Bradley, maire de Los Angeles, qui voudrait devenir — en Californie — le premier gouverneur noir des Etats-Unis ; et M. George Wallace, l'ancien champion du ségrégationnisme, qui brigue à nouveau le poste de gouverneur de l'Alabama.

Mais le principal protagoniste de ces élections ne s'y présente pas : c'est M. Reagan, dont la politique économique occupe tous les débats. Il est monté en première ligne pour la défendre, variant treize Etats. Cela n'a pu ni à certains de ses conseillers qui voulaient le tenir à l'écart d'une défaite prévisible, ni à plusieurs candidats républicains qui préféraient ne pas être identifiés aux « Reaganomics ». Le président comptait sur sa popularité personnelle et ses dons de « grand communicateur ». Il cherchait à sauvegarder une coalition conservatrice sans laquelle le congrès lui échapperait.

La patience

Comment justifier un taux de chômage de 10,1 % et un déficit budgétaire de 106 milliards de dollars ? M. Reagan a prêché la patience aux Américains, leur demandant un peu de temps encore pour réparer « vingt années de gestion irresponsable ». Il a vanté ses premières réalisations, notamment le freinage spectaculaire de la hausse des prix.

Les attaques du président contre les démocrates — rendus responsables de tous les maux de l'Amérique — ont souligné un caractère très négatif de cette campagne. Incapable pour sa part de proposer une solution de rechange crédible, l'opposition démocrate a consacré toute son énergie à dénoncer les « Reaganomics ». Il ne restait plus aux électeurs qu'à choisir les vrais coupables et à les punir.

Un débat de dernière heure a fait encore monter le ton. Brûlant un questionnaire qui circulait dans les milieux républicains, le parti démocratique a accusé la Maison Blanche de vouloir instituer le volontariat dans les régimes de retraite. Il n'existe pas de sujet plus tabou. M. Reagan a immédiatement démenti, accusant l'opposition de tramer les élections. Cela n'a pas empêché le sénateur Kennedy de déclarer à la radio : « L'administration a un plan secret pour réduire radicalement les pensions et tordre les années d'or des personnes âgées ».

Une avalanche de messages

Ce climat s'est répercuté au niveau local avec une avalanche de messages télévisés négatifs : chaque candidat cherchait essentiellement à démolir son adversaire. Une telle campagne nécessitait beaucoup d'argent. Il n'a pas manqué. Les coléistes républicains ont battu tous les records, tandis que de nombreux groupements privés « arrosaient » les candidats de leur choix. Ceux, évidemment, qui étaient les plus susceptibles de défendre leurs intérêts.

A côté des deux grands partis, seuls les mouvements pacifistes ont réussi à se faire entendre. Il est vrai que leur proposition de « geler » les arsenaux nucléaires servait également les démocrates. Mais existait-il encore deux grandes formations politiques ? « Nous nous échouons rapidement vers un système sans partis », écrit M. John Anderson dans le New York Times. L'ancien candidat indépendant à l'élection présidentielle de 1980 estime que les républicains et les démocrates sont devenus les jouets des groupes qui les financent. « Il est temps, affirme-t-il, de créer un vrai parti politique au sens traditionnel du terme, qui servirait de médiateur aux groupes d'intérêts au lieu d'être la créature ». M. Anderson assigne à cette formation future une « philosophie économique » extrêmement vague. De quel rassemblement tout le monde... Avec un profil aussi flou, il avait obtenu 7 % des suffrages en 1980.

ROBERT SOLI.

UN NOUVEAU LIVRE SUR WATERGATE

Qui était « Gorge Profonde » ?

Il reste de nombreuses zones obscures dans l'affaire de Watergate, sans compter le mystère central qui constitue les motivations de M. Nixon lui-même. L'identité de « Gorge profonde », l'informateur de Bob Woodward, est une de ces énigmes non résolues. S'agissant à juste titre derrière le code déontologique de la profession, le journaliste du Washington Post s'est toujours refusé à dévoiler sa source. Ceux qui ont vu le film Les Hommes du président tiré du livre de Woodward et Bernstein se souviennent que « Gorge profonde », ainsi surnommé par Woodward en raison de sa voix de basse, donnait ses rendez-vous au milieu de la nuit dans des parkings de Washington. C'était à l'évidence un membre de l'entourage de M. Nixon, en tout cas un haut fonctionnaire assistant aux réunions confidentielles au cours desquelles étaient décidées les manœuvres, au demeurant de plus en plus acrobatiques, destinées à camoufler le scandale.

Qui était « Gorge profonde » ? Alexander Haig, répond M. John Dean, l'ancien conseiller juridique du président Nixon, dans un livre, l'Honneur perdu, paru à Paris le 14 novembre aux Editions de la Pléiade. M. Dean présente le contenu de sa dernière édition. Nul doute en raison de la célébrité de l'ancien secrétaire d'Etat, un « coup d'édition » destiné à promouvoir les ventes de l'ouvrage et à réveiller l'intérêt des lecteurs potentiels. Il s'agit de savoir si l'auteur dit la vérité.

M. Dean avance une « preuve » : le général Haig était quasiment le seul (mis à part le président lui-même et sa fidèle secrétaire, Rose Mary Woods) à savoir qu'une ou plusieurs ban-

des magnifiques sur lesquelles avaient été enregistrées les conversations tenues dans le bureau ovale avaient été volontairement effacées. Or ce fait fut indiqué à Woodward par « Gorge profonde » en novembre 1973. M. Dean affirme, d'autre part, que le général Haig était en position de fournir tous les autres scoop dont a bénéficié le journaliste du Post.

La « preuve » de M. Dean est donc une présomption. Il est possible que M. Haig ait été « Gorge profonde », mais l'ancien conseiller juridique de la Maison Blanche ne l'a nullement démontré. M. Dean s'embrouille, d'autre part, dans les dates : dans son livre, « Gorge profonde » rencontre Woodward le 9 octobre 1972, alors que ce jour-là M. Haig n'est pas aux Etats-Unis.

L'intéressé a bien évidemment démenti : « Tout cela est faux, je ne sais même pas si « Gorge profonde » a existé », a dit M. Haig, qui a fait remarquer qu'il n'avait été le secrétaire général de la Maison Blanche que dans les derniers mois de la présidence de M. Nixon, et qu'il occupait les fonctions de chef d'état-major adjoint de l'armée de terre pendant la plus grande partie de Watergate. Il est vrai aussi que, par le passé, M. Dean a déjà accusé d'autres personnes d'être « Gorge profonde ».

A sa manière, M. Haig fournit un début de réponse : il n'y a peut-être pas eu un informateur unique, « Gorge profonde » a peut-être été le nom générique de plusieurs « sources », avant de devenir le titre d'un film pornographique... Le seul à pouvoir résoudre l'énigme est Bob Woodward, et il ne parlera pas... D. H.

Chine

Libéralisation des déplacements des étrangers dans vingt-neuf localités

De notre correspondant

Pékin. — Les touristes étrangers en Chine peuvent désormais visiter, sans autorisation spéciale, vingt-neuf villes ou localités du pays. Cette mesure, entrée en vigueur à la fin d'octobre, s'applique également aux diplomates résidant à Pékin, ainsi qu'aux correspondants de presse — bien que de façon quelque peu restrictive — lors de leurs déplacements non professionnels. Parmi les villes ainsi « libérées », outre Pékin, figurent les deux autres municipalités — Tianjin et Shanghai — ayant un statut équivalent à celui d'une province et des localités très touristiques telles que Xian, Suzhou, Hangzhou, Nanjing (Nankin), Kunming (avec la célèbre forêt de pierre), Guilin, Chengdu et Chongqing, les capitales des trois provinces de Manchourie — Shenyang, Changchun et Harbin — sont, elles aussi, mentionnées, ainsi que Canton, la métropole du Sud, et la grande ville industrielle de Wuhan sur le Yangtze.

Jusqu'à maintenant, les touristes désirant se rendre dans ces localités devaient solliciter un permis de voyage délivré par la police. Un tel permis continuait d'être exigé pour une certaine d'autres villes considérées comme « ouvertes » aux étrangers. On note l'absence, sur la liste des « vingt-neuf » publiées par le gouvernement chinois de toute localité située dans les trois provinces frontalières du Tibet, du Xinjiang et de Mongolie intérieure, peuplées par d'importantes minorités nationales, ainsi que la province du Fujian, qui fait face à Taiwan. La province du Hebei, qui entoure Pékin, ainsi qu'un certain nombre de lieux d'excursion proches de la capitale, et très fréquentés par les membres de la

communauté étrangère installés à demeure, comme le palais impérial de Beidaihe ou les villes de Chengde et de Datong, sont exclus de ces mesures d'assouplissement.

Bien que bénéficiant en principe de cette simplification des formalités de voyage, les journalistes étrangers accrédités à Pékin sont l'objet d'une façon générale, d'un régime sensiblement moins libéral. S'ils sont dispensés de demander une autorisation pour leurs déplacements touristiques dans les vingt-neuf villes sélectionnées par le gouvernement chinois, il leur est toutefois recommandé d'aviser le ministère des affaires étrangères de leurs dates de départ et de retour ; cela, afin, paraît-il, de « faciliter l'activité d'information ». Tout voyage professionnel reste soumis à une demande formelle par écrit auprès des autorités compétentes dix jours au moins avant la date envisagée du reportage.

La relative libéralisation décidée à l'égard des visiteurs étrangers paraît avoir été motivée par l'augmentation constante et rapide du nombre des touristes. L'an dernier, plus de sept millions sept cent mille voyageurs (soit 35 % de plus qu'en 1980) ont été enregistrés, dont environ sept cent mille étrangers. Les autres sont des Chinois d'outre-mer ou des « compatriotes » de Hong Kong, de Macao. Selon l'agence Xinhua, les mesures d'assouplissement prises auront « une signification positive pour la promotion du programme de modernisation de la Chine et le renforcement des contacts amicaux entre les peuples ».

MANUEL LUCBERT.

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

● M. ESMAT EL-SADATÉ AP-PRÉHENDU. — Déjà privé de la « libre disposition de ses biens » évaluée à une cinquantaine de millions de dollars (Le Monde des 22 et 26 octobre), M. Esmat El-Sadate, frère cadet du président assis, se trouve sous les verrous depuis le vendredi 28 octobre, en compagnie de trois de ses quinze enfants, Rifaat, Ghali et Ezzat. Cette sorte de détention préventive a été ordonnée par le procureur général socialiste afin de « préserver le bon déroulement de l'enquête ». Cependant, le « tribunal de l'éthique », créé en 1980 par le président Sadate pour lutter notamment contre l'immoralité et la dépravation des mœurs, aura soixante jours pour décider du maintien ou non sous les verrous de M. Esmat El-Sadate. — (Corresp.)

Inde

● EMEUTES A BARODA. — La police a reçu l'ordre de tirer sur les fouisseurs et les pillards, à la suite des affrontements entre hindous et musulmans qui se poursuivent depuis mercredi 27 octobre à Baroda, dans le Gujarat. Six personnes ont été tuées et plus

de deux cents arrêtées. Les émeutes ont commencé par l'attaque d'un restaurant musulman. — (A.F.P.)

● LE GÉNÉRAL ZIA UL HAQ A NEW-DELHI. — Le chef de l'Etat pakistanais est arrivé ce lundi 1^{er} novembre, dans la capitale indienne, première étape d'une tournée de deux semaines dans cinq pays asiatiques. Il a été accueilli à sa descente d'avion par Mme Indira Gandhi. C'est la première fois qu'un président pakistanais se rendait en Inde depuis la visite à Simla, en 1972, d'Ali Bhutto. — (A.F.P.)

Tanzanie

● M. JULIUS NYERERE a été réélu samedi 30 octobre président national du Chama cha Mapinduzi (C.C.M.-parti au pouvoir), et M. Aboud Jumbe vice-président, par le congrès national du C.C.M., réuni à Dar-es-Salaam. Le président Nyerere et M. Jumbe étaient les seuls candidats à ces deux postes. Ils ont obtenu respectivement 99,3 % et 98,7 % des voix. Le congrès a aussi élu les cent membres du Comité exécutif national, organe suprême du parti. Vingt-deux cent trente membres représentés les deux fils de l'ancien président, Zanzibar et Pemba. — (A.F.P.)

LISEZ

LE MONDE diplomatique

سكوت الالاحل

[illegible]

LE JEAN PAUL HEN ESPAGNE
Membre dans un pays différent

DÉFENSE

Les orientations inquiétantes de la politique de défense

(Suite de la première page.)
Cependant, le budget de 1982 était clair : l'effort engagé depuis 1975 pour la défense nationale était stoppé. Sous le fallacieux prétexte de rattraper en deux ans les retards de certains programmes, la progression des crédits était la moitié de celle prévue par la loi de programmation militaire de 1976. C'est pourquoi la quasi-totalité de l'opposition, au Sénat, n'a pas voté ce budget. On sait, aujourd'hui, ce qu'il en est : les crédits militaires de 1983 demeurent, en part du P.L.B., au niveau de 1982, contrairement aux engagements pris il y a un an, et une importante partie des programmes d'équipements votés pour 1982 est annulée. Tout simplement parce que le pouvoir socialiste entend sacrifier en premier à la rigueur des temps la défense du pays. Ce n'est pas la continuité de l'effort engagé en 1975, mais le contraire !
Le chef de l'Etat a confirmé que la dissuasion nucléaire demeurerait le fondement de l'indépendance nationale et la base de notre politique de défense.
C'est une décision essentielle, la seule clairement arrêtée. On sait qu'elle est pour M. Mitterrand une conversion intérieure. Nous ne pouvons que nous en féliciter pour le pays. La poursuite, jusqu'à ce qu'il soit conforme aux prévisions du programme M 4 qui nous fera disposer en 1990 de cinq sous-marins nucléaires lance-engins (S.N.L.E.) modernisés, armés de fusées à têtes multiples, ainsi que la réalisation des armes air-sol à moyenne portée (A.M.S.P.) pour notre aviation nucléaire tactique, vont renforcer considérablement le potentiel de la dissuasion au cours de la présente décennie. C'est un fait extrêmement positif et important que la réalisation de ces programmes décidés en 1978, et nous l'avons relevé avec satisfaction. Cette poursuite exige des crédits tels que, dans un budget mi-

litaire en régression, la part des forces nucléaires s'en trouve accentuée. Cette apparence, sans doute commode pour le discours politique, n'a qu'une signification relative.
La politique de dissuasion pour un pays comme le nôtre n'a de valeur, de crédibilité que si le potentiel des forces nucléaires satisfait à deux exigences : que leur niveau de destruction soit assez élevé pour causer à l'agresseur un dommage inacceptable et que la capacité de riposter soit à l'abri d'une attaque préventive de l'adversaire. La politique de dissuasion n'a donc de sens qu'autant que nous réalisons les progrès nécessaires qualitativement et quantitativement.
A cet égard, la seule décision prise est plutôt négative. Quelques semaines après son installation à l'Élysée, le président Mitterrand a fait annoncer sa décision de construire un septième S.N.L.E. L'opinion a cru comprendre qu'il s'agissait du renforcement de la force océanique stratégique (FOS). Pourtant le communiqué officiel était clair : ce septième S.N.L.E. devra entrer en service en 1994. Sa construction ne commencera qu'à la fin du septennat de M. Mitterrand. En réalité, c'est l'annonce qu'on s'en tiendra pour la FOS aux décisions intervenues avant mai 1981.
Comme le S.N.L.E. est un moyen de riposte particulièrement adapté à l'étroussure de notre territoire qu'il préserve de l'extérieur et que les menaces liées à sa détection ne paraissent pas le compromettre dans l'immédiat, on peut s'interroger sur le bien fondé du report à la fin du siècle du renforcement de la FOS dont nous réalisons bien les systèmes et les coûts ?
Faute de renforcer la dissuasion à partir de la composante sous-marine, assurera-t-on alors le niveau souhaitable de riposte par d'autres composantes ? Adoptera-t-on prochainement un système sol-sol mobile dont le déploiement pose de difficiles problèmes qui conditionnent sa fiabilité ? Renoncera-t-on définitivement à une composante aérienne, dont le développement de l'A.S.M.P. pourrait fournir l'arme mais dont la possibilité dépend surtout du choix de l'avion de combat de la dernière décennie ?
A Canjuers, le président de la République a solennellement affirmé la globalité de la politique de dissuasion, armes tactiques et stratégiques confondues. C'est une déclaration fondamentale. La succession du système Pluton, d'un maniement difficile, est ouverte. L'éventualité de disposer d'armes à rayonnement renforcé (dont l'emploi nécessite une connaissance précise des situations locales) apporte une exigence supplémentaire quant à la définition du système et le choix des vecteurs. Le système Hadès qu'a évoqué Canjuers le chef de l'Etat y est-il adapté ? Est-il nécessaire de développer un système global ? Quel rôle assigne-t-on à la FATA (Force aérienne tactique), dont les moyens d'intervention sont toujours en amélioration, dans la délivrance de l'avertissement ?
On comprend que sur des sujets aussi graves et aussi difficiles le gouvernement se donne le temps de la réflexion. Mais les échéances sont redoutables, d'autant plus contraignantes qu'on ne peut, en reportant d'année en année les décisions, accumuler sur la décennie 1990 les charges financières de tous les programmes. Comme d'habitude, le gouvernement socialiste répugne à faire l'effort financier nécessaire pour la défense nationale, on peut se demander si les moyens voulus pour la préservation de la politique de dissuasion seront assurés en temps utile, faute de quoi on en reviendrait pour les forces nucléaires, au gel que préconisait le trop fameux programme commun de gouvernement !
Le temps est désormais compté pour passer des intentions affichées aux décisions qui engagent.

réels vitaux exigent des moyens spécifiques. Selon que l'on reconnaît à la France de telles missions ou qu'on leur préfère le repli sur l'Europe, nos forces doivent disposer ou non de moyens adaptés. L'hésitation - sans doute pour ne pas avouer dès maintenant qu'on y a renoncé - qu'on entretient sur le remplacement des porte-avions est, à cet égard, significative et justifie qu'on s'interroge.
Le gouvernement dispose d'une capacité militaire qui lui permet d'assurer une présence souhaitée de nos armées en Afrique ou au Proche-Orient. L'exercice des responsabilités nationales semble avoir fait comprendre aux socialistes que la vocation et le rayonnement de la France ont leur exigence. Pour autant, nul ne sait les intentions du pouvoir pour l'avenir ni les engagements qu'il tire des événements les plus récents. Pourtant, il y va de la confiance de nombre de pays amis.

Une politique qui se délite
Quant au devenir des forces classiques, c'est un euphémisme que de dire qu'il est incertain. Les belles paroles ne peuvent dissimuler la triste réalité des budgets de 1982 et 1983. On comprend qu'au début déjà installé dans bien des esprits s'ajoute le pressentiment de changements fondamentaux auxquels, à doses homéopathiques, on prépare insensiblement l'opinion.
Un programme baptisé « Marine 2000 » a été arrêté en 1978 et je me suis attaché, allant au-delà des ob-

jectifs de la loi de programmation de 1976, à en lancer les premières réalisations. Il a été complété par un programme de onze navires pour le service public lié à la prévention des catastrophes maritimes. Le blocage des crédits d'investissement du budget de 1982 et les dotations du projet de 1983 montrent que l'effort engagé est considérablement ralenti.
Les programmes aériens - de l'aéronavale comme de l'armée de l'air - sont stoppés en 1982 et incertains ou dramatiquement réduits pour 1983. Au point cependant où est arrivé le Mirage 2000, il n'y a d'autre solution que de le réaliser comme prévu. Ces reports, ces atterissements augmentent mal de l'avenir.
Quant aux forces terrestres, l'annonce de transformation de leurs structures, l'ampputation des programmes de matériels majeurs, des réformes envisagées dans les carrières militaires ou la durée du service national, suscitent interrogations et craintes.
La réorganisation de l'armée de terre engagée en 1975 a un objectif clair : faire en sorte qu'avec des effectifs limités (300 000 hommes dont 160 000 combattants) son organisation :
- assure son unité et son homogénéité ;
- lui permette de faire face à des situations diverses (théâtre Centre-Europe, couverture du territoire, menaces frontalières, actions extérieures) et ce, grâce à des structures

légères et des spécialisations complémentaires permettant l'adaptation des forces à chaque situation, grâce à l'emploi aussi de matériels performants ;
- rende possible la mise sur pied rapide, à partir des corps d'active et dans la région proche, d'unités de réserve pouvant renforcer ou relever les forces d'active ;
- garantisse la mise en œuvre de la politique de dissuasion.
Un grand effort est ainsi engagé depuis six ans auquel les cadres militaires se consacrent avec une volonté et un dévouement exemplaires ; il a obtenu des résultats incontestables, évidents à tout observateur de bonne foi.
Si le gouvernement entend mettre en cause un projet peut-être ambitieux mais cohérent, il ne doit pas le faire par bribes au fil des difficultés budgétaires ou des positions partiales. L'analyse de la situation internationale, la définition des objectifs et des missions qui en découlent doivent déterminer les choix. Nous n'avons rien entendu de tel et la politique de défense se délite au fil des jours...
YVON BOURGES.

Prochain article :
L'ŒUVRE
DE LA V^e RÉPUBLIQUE
MISE EN CAUSE

FAITS DIVERS

UN GENDARME TUÉ PAR DES VOLEURS DE VOITURES

Un gendarme de la brigade de gendarmerie de Châteauroux (Indre) a été mortellement blessé, dimanche 31 octobre, par deux jeunes gens. Agé de vingt-deux ans, ce gendarme, Patrice Comboliand, recherchait, en compagnie d'un de ses collègues, un taxi, dont le vol avait été signalé à la gendarmerie d'Argentan-sur-Creuse. Alors que la patrouille venait de repérer le véhicule et allait à sa rencontre, le conducteur du taxi a brusquement accéléré, renversant la moto de Patrice Comboliand, qui a été tué sur le coup.
Rapidement arrêté dans le campement des nomades de Notz, faubourg de Châteauroux, après avoir pris la fuite à pied, les deux occupants du taxi volé étaient deux jeunes Gitans, Roger M. et Serge S., âgés de quinze et seize ans, déjà connus des services de police pour d'autres vols. Ecroués à la maison d'arrêt de Châteauroux dans la soirée de dimanche, ils ont été inculpés.
La mort de Patrice Comboliand porte à quinze, dont cinq gendarmes, le nombre des membres des forces de l'ordre tués en service depuis le début de cette année. Le projet de loi de finances rectificatif pour 1982 fera passer de 50 % à 100 % du salaire le montant de la pension attribuée aux veuves des policiers et gendarmes tués en opération.

CARNET

Décès
Frederik DYBING, né le 27 avril 1890, décédé le 20 octobre 1982. L'inhumation a eu lieu à Copenhague le 25 octobre. Les enfants et petits-enfants.
Aix-en-Provence.
M^{me} Fourniol, son épouse, M^{me} Mireille Fourniol. Le docteur et M^{me} Agelou-Fourniol et leurs enfants.
Le colonel et M^{me} Eugène Fourniol et leurs enfants.
M. et M^{me} Alain Fourniol et leurs enfants.
M. et M^{me} Loquès et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès du commandant Francis FOURNIOL, officier de la Légion d'honneur, survenu le 26 octobre 1982 à Fréjus. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Villefranche-sur-Mer. Cet avis tient lieu de faire-part. 18, rue Pierre-de-Coubertin, 13100 Aix-en-Provence.
- On nous prie d'annoncer le décès de M. Alfred GLAÇON, ancien représentant général du Comptoir Tullier de Nord, survenu à Paris le 26 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 novembre, à 14 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, Paris-13^e. 119, avenue de Choisy, 75013 Paris.
- Ses compagnons de vie font part du décès de Yvon ROUMÉAS, prêtre, survenu le 22 octobre 1982. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Bagneres-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean Thuriot, M. et M^{me} Gérard Thuriot, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Louis Tardel, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Henri Thuriot et leurs enfants, M^{me} Madeleine Thuriot, M^{me} Anne Thuriot, M. et M^{me} Guy Thuriot et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Thuriot et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de M. Jean THURIOT, ingénieur IEG, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-dixième année. La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 novembre 1982, à 13 h 30, en l'église de Saint-Pierre de Neully. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

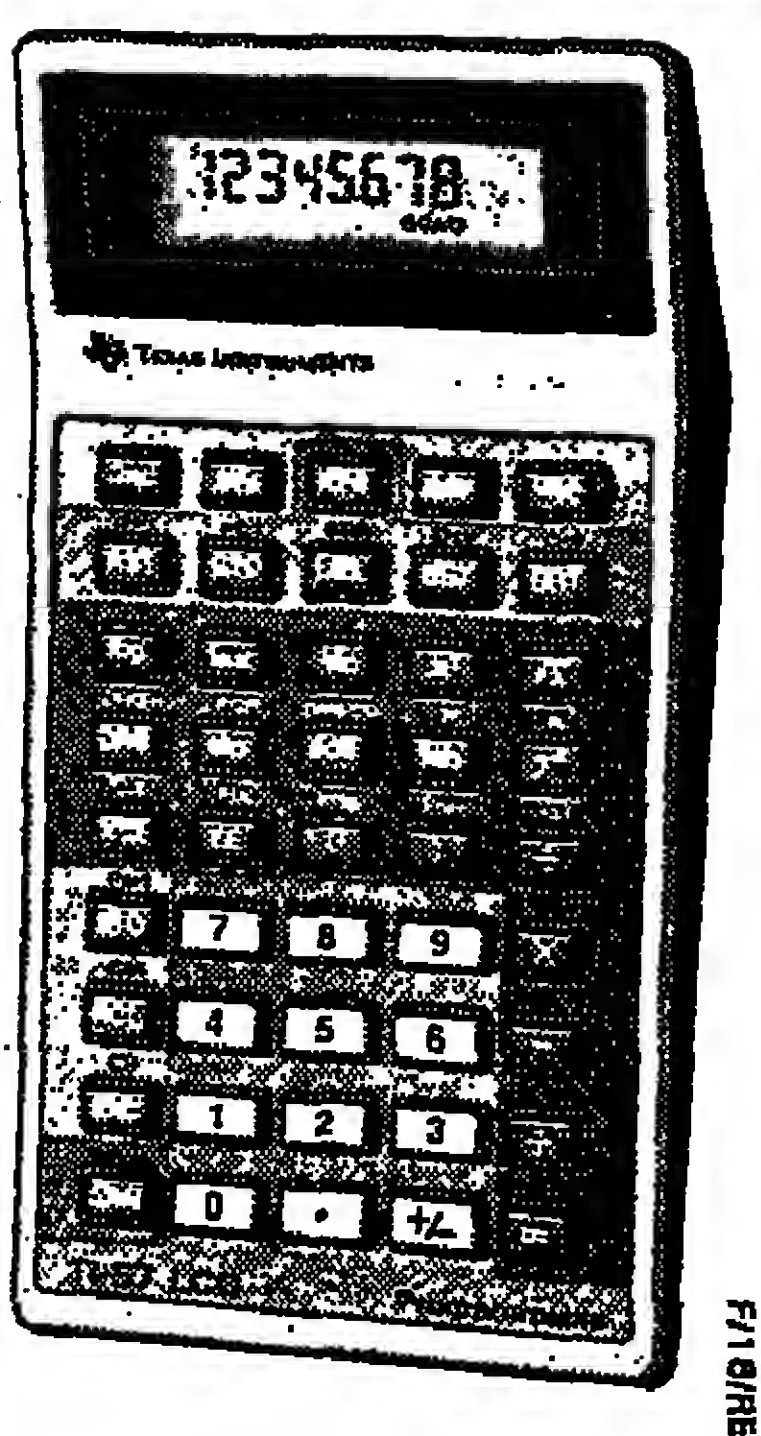
Réductions et retards

La réduction ou le retard des programmes d'armements classiques des trois armées sont, aujourd'hui, des faits avérés. Ils préoccupent, à juste titre, ceux qui portent attention aux problèmes de défense, d'autant plus qu'ils ne sont accompagnés d'aucune explication et que quelques déclarations fragmentaires et imprécises esquissent des orientations inquiétantes.
J'évoquerais d'abord les capacités d'action à l'extérieur. Ici, la politique militaire rejoint la diplomatie en fonction de la conception que l'on a du rôle de la France dans le monde. La protection des départements et territoires d'outre-mer, la présence française dans diverses parties du globe, l'assistance militaire résultant de nos engagements à l'égard de certains pays, la possibilité d'actions ponctuelles pour préserver les inté-

Un travail pour la TI-57LCD :

Le chien s'interroge : "Quelle distance peut bien parcourir mon maître à chaque tour de pédale ?"
Cette distance dépend du rapport du nombre de dents entre le pédalier et le pignon arrière et du diamètre de la roue arrière.
Pour calculer la distance il suffit de programmer la formule adéquate sur la calculatrice TI-57LCD. On pourra ensuite l'utiliser maintes et maintes fois pour les différents rapports du dérailleur.
La toute nouvelle TI-57LCD n'est pas une calculatrice ordinaire de milieu de gamme. Elle succède à la TI-57 dont la facilité à programmer est idéale pour initier les élèves aux concepts de la programmation.
La calculatrice TI-57LCD possède 48 pas de programmes, 7 mémoires maximum, des fonctions analogues à celles d'un ordinateur telles que branchements conditionnels, boucles et sous-programmes. Et en plus elle possède la plupart des fonctions scientifiques.
Le complément indispensable de la TI-57LCD est son manuel d'utilisation rédigé

avec la collaboration de Marc Ferrant, professeur de mathématiques, qui permet à l'élève de bénéficier immédiatement de tout le potentiel de sa nouvelle calculatrice.
Vous pensez que l'ensemble de ces caractéristiques va vous coûter cher ? Une heureuse surprise vous attend.
En effet la TI-57LCD offre une capacité extraordinaire et une grande facilité d'emploi pour un excellent rapport performance/prix. De plus, elle est livrée dans un étui rigide tel que l'exige la vie souvent bousculée de l'élève.
La TI-57LCD est un exemple de ce que Texas Instruments vous propose pour calculer avec efficacité.
Le progrès qui fait progresser.



TEXAS INSTRUMENTS

JUSTICE

L'AFFAIRE DES FAUSSES FACTURES

Les explications de Nick Venturi

Marseille. — « Je croyais que la légende de « Nick » Venturi était réservée au grand public ou aux romanciers. Je ne pensais pas qu'elle pouvait être reprise par les autorités judiciaires. » C'est en ces termes que M. Henri Coupon, avocat de M. Dominique Venturi, a commenté, lors d'une conférence de presse, le rejet par le magistrat instructeur, Mlle Marie-Chantal Coux, de la demande de mise en liberté provisoire de son client, arrêté le 8 juillet et inculpé dans l'affaire des fausses factures.

M. Coupon estime que, dans l'état actuel du dossier et après l'audition de M. Venturi par le ma-

De notre correspondant

gistrat instructeur, le 12 octobre dernier, il n'y a plus lieu de le maintenir en prison. « Je ne m'explique pas le maintien en détention, dit M. Coupon, sinon à cause de deux éléments : le « flou » qui réside dans le dossier sur l'activité de Dominique Venturi lui-même et un mythe vieux de trente ans qui colle au personnage. »

Au cours de l'audition du 12 octobre dernier, M. Venturi a fourni au magistrat instructeur des détails qui peuvent peser à charge contre lui mais qui, de l'avis de son défenseur, ne relèvent pas de l'établisse-

ment des fausses factures. « Venturi, a dit son avocat, a reconnu que, au temps où il exerçait la direction de la coopérative d'entreprises générales du Midi (C.E.G.M.), il avait permis que soient distribuées des « gratifications de fin d'année » à certains employés municipaux. Il ne s'agissait pas d'un pourcentage sur des marchés ou des travaux passés, mais de sommes variant de 2 000 à 3 000 francs offertes à chaque fonctionnaire qui avait facilité le cheminement des dossiers ou des chantiers. Cela ramène le dossier à des proportions plus modestes », commente M. Coupon.

Le « flou » du dossier

Pour expliciter ce qu'il appelle le « flou » du dossier, M. Coupon a longuement évoqué les relations de Dominique Venturi avec René Laroche, notamment à propos de la vente de la villa du premier au second à un prix très avantageux par rapport à sa valeur hypothécaire. « Ce n'est pas M. Venturi qui a vendu lui-même la villa, a précisé M. Coupon. En 1979, la C.E.G.M. connaissait des difficultés et M. Venturi a intégralement réglé le passif de quelque 5 millions de francs. Il restait cependant 2 500 000 francs dus à deux sociétés (que l'avocat désigne par leur sigle), la SMAC et la CITER, toutes deux de dimension nationale et non concernées par l'affaire des fausses factures. Dominique Venturi aurait donc donné sa maison à ces deux sociétés par acte notarié qui n'est pas un acte de vente mais donne affectation hypothécaire au bénéfice des deux sociétés et par la même occasion quitte de ses dettes à la C.E.G.M., avec engagement et délégation pour M. Venturi de passer l'acte de vente dès qu'on l'exigera. »

« Si donc juridiquement c'est la signature de M. Venturi qui figure sur l'acte de vente, il n'avait plus aucun pouvoir depuis le jour où il avait fait une donation de sa villa en paiement aux deux sociétés. Voilà donc un homme, conclut M. Coupon, qui n'a plus eu maille à partir avec la justice depuis trente ans, qui a reconnu un certain nombre de faits devant le juge d'instruction, qui n'est pas impliqué par les fausses factures, il n'y a donc pas de raison de le maintenir en détention puisqu'il est dans la même position que des gens qui viennent de bénéficier de liberté provisoire. »

« Je crains, ajoute M. Coupon, que la date de libération de M. Venturi ne soit fonction de celle d'une prochaine échéance électorale. Je ne voudrais pas qu'il soit victime d'un règlement de compte politique. Si on jugeait dans la sérénité il serait déjà en liberté. »

JEAN CONTRUCCI.

AU SYNDICAT FORCE OUVRIÈRE

Les divergences des surveillants et des directeurs de prison

La réorganisation de la fédération Justice Force Ouvrière, présentée par M. Hubert Bonaldi, le secrétaire fédéral, comme un simple réaménagement technique (le Monde daté 24-25 octobre) apparaît beaucoup plus comme une opération politique née de la volonté des personnels de direction de pouvoir parler en leur nom propre.

C'est à l'initiative des personnels de direction que le syndicat qu'ils formaient avec les personnels administratifs et techniques — dont le secrétaire général était M. Bonaldi, en même temps secrétaire fédéral — a éclaté en trois syndicats nationaux. Le nouveau secrétaire général du syndicat national des personnels de direction, M. Jean-Pierre Martinez, sous-directeur à Fresnes, ne cache pas qu'il s'agit d'extraire une volonté des personnels de direction d'accéder à une représentation institutionnelle.

Longtemps la fédération Justice Force Ouvrière a pu parler d'une seule voix, celle de son secrétaire général, M. Hubert Bonaldi. Celui-ci, au prix d'une diplomatie et d'une prudence verbale dans lesquelles il excellait, parvenait à masquer les divergences grandissantes, à propos de la politique pénitentiaire, entre les personnels de direction et les personnels de surveillance. L'arrivée de la gauche au pouvoir a exacerbé les oppositions, et au printemps dernier, les personnels de surveillance ont à Montpellier le 10 octobre 1982, par leur agitation, estimé les personnels de direction.

Désormais les divergences sont affirmées, mais on ne voit pas encore comment le discours de M. Jacques Viallet, secrétaire général des personnels de surveillance, et celui de M. Martinez, vont pouvoir coexister au sein d'une fédération. Le premier ne cache pas son profond dégoût pour les décisions du gouvernement. Il déplore que le garde des sceaux (qu'il persiste à appeler « M. Badinter ») ait gardé sa robe d'avocat en devenant ministre et parle de « laxisme ». Le second, explique qu'il n'y a aucun a priori des personnels de direction, mais avant tout une volonté de mesure. Il prône la concertation, rappelle l'attachement de son syndicat à l'association, à l'extension des peines de sûreté, à la détermination, à la limitation de la détention provisoire.

Ces débats seraient d'un intérêt limité s'ils ne relevaient, comme le pensent certains, que de la « cuisine syndicale », et si l'on ne pouvait espérer qu'une naissance « une parole neuve » sur la prison de la part des personnels pénitentiaires, comme l'affirme le secrétaire général des personnels de direction. Les membres de son syndicat, s'ils ne sont pas 200 (contre 4 000 surveillants) ont une position-clé. L'application de toute nouvelle mesure passe nécessairement par eux. Ils peuvent encourager l'immobilisme ou au contraire être une force de progrès. Ils disent avoir choisi l'ouverture et le changement. Il leur reste à le démontrer. — Jo. S.

CORRESPONDANCE

Les avocats de trois inculpés du Coral protestent

Usant du droit de réponse, les avocats de trois inculpés de l'affaire du Coral, M^{rs} Irène Terrel, Jean-Jacques de Felice, Alain Ottat, François Roux et Michel Tuhiano, nous ont adressé la lettre suivante :

MM. Sigala, Bardy et Chapiello ont été mis en cause dans trois articles du Monde en date des 21, 23, et 27 octobre 1982. Dans l'article intitulé « Désirs et thérapie », publié le 21 octobre 1982, sous la signature de M. Colombani, il est écrit : « Des faits sont établis. Des photographies prises au Coral et publiées dans des revues pornographiques étrangères montrent des jeunes garçons et filles apparemment heureux de se masturber. On les voit aussi sodomisés par des adultes. »

En l'état du dossier, ces affirmations sont fausses. Il est stupéfiant que M. Colombani, informé par on ne sait qui, ait pu publier de telles contre-vérités sans s'être assuré de leur véracité. Dans le même article M. Colombani écrit : « Ils ont reconnu des attachements et des pratiques mais c'était » pour le bien des enfants.

Ni M. Sigala ni M. Chapiello n'ont reconnu quoique ce soit. M. Bardy a reconnu avoir eu des relations sexuelles avec un mineur de plus de quinze ans dans le cadre d'une relation affective et certainement pas à titre de « thérapie ».

Bien que l'article du 23 octobre 1982, intitulé par objectivité « Dégénération », fasse état du démenti publié dès le 21 octobre 1982, par les défenseurs des inculpés, il n'en reste pas moins que M. Colombani a mis gravement en cause MM. Sigala, Chapiello et Bardy en leur imputant des faits manifestement inexacts.

M. Colombani écrit encore dans un article publié, le 27 octobre, et intitulé « Déviations » que la défense a « affirmé que le dossier était bien mince, en omettant les aveux de J.-N. Bardy, l'éducateur in-

culpé ». La défense persiste effectivement à penser que les charges retenues contre MM. Sigala et Chapiello sont bien minces puisqu'elles ne reposent que sur les déclarations de M. J.-C. Krief (manifestement mensongères) et sur celles de deux enfants qui avaient déjà fait état des mêmes faits il y a quelques mois sans que l'enquête de la D.D.A.S. ait conclu à la responsabilité de MM. Sigala et Chapiello.

Dans le cas précis de M. J.-N. Bardy, il paraît quelque peu surprenant d'assimiler une relation amoureuse entre un mineur de plus de quinze ans et un homme de vingt-trois ans avec un réseau de pédophilie et un trafic de photos pornographiques d'enfants.

Quant au fait que la défense ait « omis » les aveux de M. J.-N. Bardy, il eût suffi à M. Colombani de prendre connaissance de l'article du Monde, déjà cité, du 23 octobre 1982, pour constater que la défense n'a jamais « omis » ce point.

Enfin, dans ce même article du 27 octobre 1982, M. Sigala est présenté comme un homme ayant eu des « antécédents » et « au bras long », dont les agissements auraient bénéficié d'un silence complicité de certaines autorités publiques. Outre le fait que les cris d'innocence de M. Sigala sont ainsi purement et simplement ignorés, on ne peut manquer de relever la méthode détachable qui consiste à faire état des « antécédents » de M. Sigala, sans préciser, et pour cause, quels pourraient être ces « antécédents », laissant par là planer un doute sur l'opportunité de la personne citée.

Quant au silence complicité des autorités au bénéfice d'un homme « au bras long », les inexactitudes déjà relevées permettent d'apprécier à leur juste valeur la crédibilité de ces informations.

[Le Monde maintenant que les informations incriminées reposent sur des témoignages sérieux.]

VISAS OBLIGATOIRES POUR LES LATINO-AMÉRICAINS

A partir du lundi 1^{er} novembre, les ressortissants de tous les pays d'Amérique latine devront être munis d'un visa pour se rendre en France, y compris s'il s'agit d'un court séjour touristique. Quatre pays, dont les citoyens pouvaient jusqu'ici venir en France sans formalité, sont concernés : l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique. Ces visas dits de court séjour sont de trois mois.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, avait annoncé cette mesure, sans en préciser le détail, le 24 octobre dernier au « Club de la presse d'Europe 1 ». « Le visa de court séjour sera rétabli avant la fin de l'année 1982, à l'égard de tous les pays de l'Amérique du Sud, avait-il déclaré, et il sera progressivement étendu à d'autres pays. » M. Franceschi avait souligné que « le régime des visas doit être le plus largement possible ». Dans le même esprit, le contrôle aux frontières a été renforcé, les effectifs de la police de l'air et des frontières passant de 2 800 à 4 170 personnes, pour renforcer en particulier les brigades mobiles.

Des négociations sont notamment en cours, pour l'extension du régime des visas, avec la Tunisie, qui a accueilli, après l'évacuation de Beyrouth, des dirigeants de F.O.L.P. et nombre de Palestiniens. Actuellement le visa est requis pour la plupart des ressortissants des pays asiatiques, africains anglophones ainsi que de l'Europe de l'Est. D'autre part, un visa préférentiel de sortie et de retour, dont la durée n'est pas encore déterminée, serait envisagé pour les résidents étrangers en France (4 220 000 ressortissants de 123 pays).

INFORMATIONS « SERVICES »

ENVIRONNEMENT — UN CONCOURS EN ILE-DE-FRANCE

Suivez les déchets

Chaque habitant d'Ile-de-France rejette tous les ans quelque 350 kilos de déchets. Pour les traiter, c'est une des régions les mieux équipées ; elle n'échappe cependant pas au phénomène des déchets sauvages, aux risques écologiques des déchets industriels et à une récupération insuffisante de ceux-ci. Pourtant, dans la conjonction énergétique actuelle, la valorisation de l'énergie et des matières premières contenues dans les ordures ménagères est une nouvelle nécessité.

L'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.) a été créée en 1976 pour mener à bien cette politique. Pour sensibiliser le grand public à ces problèmes, elle a choisi cette année de s'adresser aux enfants d'Ile-de-France. La campagne « Déchets à suivre » dont le petit personnage « écologiste » et « récupérateur » Tricou est le symbole, veut initier les élèves des classes CM1 et CM2 à la

« seconde vie » des déchets ménagers. Un dossier pédagogique, actuellement distribué dans les 4 000 écoles primaires, est le support d'activités d'éveil, de jeux et d'enquêtes sur ce thème. De l'interview auprès des commerçants de quartier ou des gardes d'immeubles à la fabrication en classe de papier recyclé, le but recherché est d'inciter les enfants à observer ces objets que l'on jette machinalement, à réfléchir sur ce qui peut être fait soit pour produire moins de déchets soit pour économiser les ressources.

L'autre volet de la campagne est un concours de cassettes s'adressant aux enfants des centres aérés de six à quatorze ans. Il s'agit pour eux de réaliser avant le 10 décembre prochain un enregistrement sonore, rapportage ou histoire inventée, sur le thème « les choses qu'on aime ». Enfin, Tricou aura son stand au prochain salon de l'enfance.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 1^{er} novembre à 0 heure et le mardi 2 novembre à minuit : La cellule anticyclonique persistera sur l'Europe occidentale. Toutefois, elle présentera une faiblesse sur sa face ouest, permettant ainsi l'approche d'un front froid peu actif de la Bretagne aux frontières belge et allemande.

Mardi, les nuages relatifs à ce front s'étendront des régions proches des côtes de la Manche et de la mer du Nord aux Ardennes, puis gagneront les régions proches des frontières du Nord-Est. Ils s'accompagneront de quelques faibles pluies. Les températures varieront peu au cours de la journée (de 13 à 15 degrés). Sur toutes les régions météorologiques, le beau temps persistera, avec quelques brumes locales le matin sur le littoral languedocien, quelques nuages en Corse ; des températures minimales de l'ordre de 12 degrés et maximales de 21 degrés.

BREF

ANIMAUX

« PORTES OUVERTES » A LA S.P.A. — La société protection des animaux lance une grande campagne nationale contre les souffrances infligées à des millions d'animaux.

Pour ce faire, elle organise deux journées « portes ouvertes », les samedi 6 et dimanche 7 novembre, de 10 h à 18 h, au refuge Grammont de Gennavilliers (Hauts-de-Seine) et dans tous les refuges S.P.A. de France. La S.P.A. organise, également, un gala exceptionnel, le samedi 6 novembre, à la salle Pleyel, à 20 h 30.

S.P.A., 39 boulevard Barthier, 75017 Paris, tél. 390-40-66.

VIVRE A PARIS

CRIS D'IMMIGRÉS. — Une exposition « Cris et paroles d'immigrés », réalisée par des immigrés et retraçant non seulement leurs difficultés mais aussi « comment vivre ensemble est possible », est présentée jusqu'au 25 novembre à Paris, en l'église Saint-Martin, dans le quartier arrondissement, anglophone de la rue Saint-Martin et de la rue de la Verrerie.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Indes
75471 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-73

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
324 F 519 F 715 F 910 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
364 F 600 F 835 F 1 070 F
2. — SUISSE, TUNISIE
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3310

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Dresseur de girafes. — II. Bâtisse d'étages en sous-sol. Agrément dénoté. — III. Artisan bienôté réduits au chômage par manque de matières premières. — IV. Démonstratif. Interjection. Un trait de lumière, parfois. — V. Moule à gratin. Généraux sous l'Ancien Empire. — VI. Les câbles et les pous ne constituent qu'une partie de leur activité. Agréable ou redoutable, selon qu'il est tapé ou tati. VII. — Préfixe. Copropriété urbaine. — VIII. Forme d'avoir. Nature surdouée. — IX. Grandes pièces de boucherie de la vieille Europe agricole. Bouillon léger pour silhouette fine. — X. Conjonction. Modèle d'anti-gaspi. — XI. Célèbre prise du duc d'Orléans près d'Orléansville. Font partie de l'équipage.

VERTICALEMENT

I. Des hommes qui frappent à tour de rôle. — 2. Sa dent dure n'a d'égalé que son mordant. — 3. Désert égyptien. Promoteur de la cuisine aux légumes. — 4. Bengla après avoir roucoulé. Souvent frappé par Victor Nat. — 5. Il est souvent retenu par des menottes. Le Roi-Soleil au pays des mastabas. — 6. Objection de la bergère à son Berger. Signe pour le compositeur du « Cygne ». — 7. Peut, selon le genre, racrocher une mauvaise mine ou une jolie minette. — 8. Sa salle est plus souvent louée que la pièce qu'on y va voir. Lettre grecque. — 9. Placée en style clerc. Résumant quand il est vu, mais ceux qui les vident ne raisonnent pas mieux.

Solution du problème n° 3309

Horizontalement

I. Magistrature. Ca. — II. Ara. Oued. Report. — III. Immeubles. Rôt (rot). — IV. Tome. Unanimité. — V. Rieuse. Original. — VI. Erre. Soir. In Le. — VII. Se. Et. Dancés. — VIII. Léchés. Sés. — IX. Épaule. Sirius. — X. Abruti. Nitrite. — XI. Arosé. Osée. Nid. — XII. Crép. Fi. Péri. — XIII. Castes. Sa. Murat. — XIV. Ri. Erosion. Rage. — XV. Anon. Siffier. Es.

Verticalement

I. Maître. Accra. — 2. Armée. Parrain. — 3. Gammes. Labres. — 4. Emme. Européen. — 5. Soues. Echisme. — 6. Tub. Esthète. S.O.S. — 7. Rôt. St. — 8. Adénoides. Oisif. — 9. Sarrasin. — O.F. — 10. Ur. Ni. Rien. N.L. — 11. Religiosité. — 12. Épi. Mineur. Parr. — 13. Orin. Lésinera. — 14. Crotales. Tirage. — 15. Attelés. Redites.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 3 NOVEMBRE

« Saint-Eustache présenté aux jeunes », 14 h 30, portail principal, M^{rs} Brossais.

« Notre-Dame de Paris », 15 heures, portail central, M. Guillemin.

« Hôtel de Sully », 62, rue Saint-Antoine, M^{rs} Schmitt.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 31 octobre :

DES DÉCRETS

• Pris pour l'application de certains articles de la loi du 30 juillet 1982 sur les prix des revenus.

• Relatifs aux dates d'ouverture et de modification du droit aux prestations familiales et à l'allocation familiale.

• Portant application de la loi du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger.

• Modifiant le décret du 10 décembre 1948 déterminant les prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel.

• D'application relative à l'évolution de certains loyers.

• Relatif aux indemnités d'équipement et de transport des jeunes de seize à dix-huit ans bénéficiaires des mesures prévues par l'ordonnance du 26 mars 1982.

LE MONDE

est chaque jour à disposition de ses lecteurs des ouvrages et services immobiliers.

Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez

CONFÉRENCES

17 h 30 : 6, rue Formy, M.A. Nove : « Les Schémas En-Ouest ».

18 heures : 33, rue du Faubourg Saint-Hippolyte, M. A. Duhamel : « La République de M. Mitterrand ».

19 heures : Centre Rachi, 30, bd de Port-Royal, M. Vidal, M. Saphira : « Henriette Azzi et les romans de Tésouan-Orazi ».

Le Monde ECONOMIE

CAUSES AUTHENTIQUES ET ARTIFICIELLES DES DÉFAUTS DE PAIEMENTS

La « désinflation » en cours pose de redoutables problèmes d'équilibre entre les ayants droit au produit national. Pendant une trentaine d'années, la croissance économique, qui a permis une forte augmentation des revenus salariaux, a été en partie silencieusement financée par l'appauvrissement constant des créanciers de toute nature. Aujourd'hui, ces derniers se trouvent au contraire dans une position éminemment favorable grâce à l'apparition

de taux d'intérêt positifs (inférieurs au taux d'inflation), tandis que les débiteurs, et notamment les entreprises, doivent supporter des charges qui, en l'absence d'un moratoire, risquent d'accroître beaucoup d'entre eux à la faillite. Est-ce au tour des salariés de faire les frais de l'ajustement ? Tel est le grave thème de réflexion qu'aborde, dans l'article qu'on lira ci-dessous, le président d'E.D.F., M. Marcel Boiteux.

Mais plusieurs dispositions législatives et l'interprétation que, souvent par esprit de routine, on donne aux juristes ont pour effet de multiplier encore le nombre des faillites. L'exemple des droits étrangers (allemand, anglais, etc.) devrait permettre de corriger cette anomalie (voir l'article de M. William Garcin). Il reste que le nombre de faillites augmente aussi en R.F.A. et en Grande-Bretagne. Le problème de fond ne relève pas du droit mais de l'économie.

Les méfaits de la non-indexation des emprunts

par MARCEL BOITEUX (*)

L'INDEXATION des salaires sur les prix est remise en cause ; elle était d'ailleurs illégale depuis 1959. L'indexation des emprunts sur les prix était elle aussi interdite et, là, l'interdiction a été respectée : il s'agit qu'une entreprise qui s'est endettée au taux nominal de 17 % quand la monnaie glissait de 14 % — soit un taux réel de 2,5 % — se verra astreinte à la charge épouvantable de servir un intérêt réel (1) de quelque 8,5 % si le taux de glissement monétaire tombe à 3 % comme le veut le gouvernement : on parle déjà de monopole, de rétablissement des échéances, et personne ne sait très bien comment s'en sortir.

Ainsi, l'indexation des salaires apparaît insupportable au moment même où la non-indexation des emprunts étale ses méfaits. Aurait-il fallu indexer ceux-ci et pas ceux-là ?

Le mètre-étalon a été déposé au pavillon de Breteuil : quand on commande 30 mètres de tissu à livrer dans six mois, on sait exactement quelle longueur on recevra le jour venu. Trente fois l'étalon de Breteuil, Grande est la tentation de savoir aussi ce que l'on touchera, en pouvoir d'achat, quand on vous propose d'augmenter votre salaire de 8 % l'année prochaine ou de vous rendre 1 000 francs dans cinq ans. Laissons à ceux dont c'est le métier le soin de spéculer sur le taux du glissement monétaire, les autres, qui n'en ont ni le goût ni les moyens, devraient donc avoir le droit d'obtenir que les promesses qui leur sont faites soient indexées sur le niveau général des prix.

Ainsi l'évolution annoncée de tous les prix, salaires et dettes serait exprimée « en francs constants », par référence à l'indice des prix du « produit intérieur brut marchand » (P.I.B.M.).

Le nécessaire ajustement

Mais si, à échéance d'un an, chacun des prix des biens et services composant le P.I.B.M. est annoncé en hausse à francs constants, donc en hausse par rapport à l'indice des prix dudit P.I.B.M., cet indice devrait dans un an se trouver en hausse rapportée à lui-même, ce qui est impossible : il faut donc que certains prix soient prometteurs en baisse (en francs constants) en compensation de ceux qui sont prometteurs en hausse ; et comme il n'y a aucune raison pour que la compensation tombe juste, il faut aussi que certains prix échappent à l'indexation pour prendre en charge l'ajustement final.

Ce qui vaut pour les prix vaut aussi pour les salaires : pour les revenus, si ceux-ci, salaires, intérêts, profits, impôts, etc. — sont indexés, leur croissance globale en francs constants ne peut excéder durablement la croissance en volume du produit intérieur brut, puisque ces revenus représentent les droits que leurs détenteurs ont sur ledit produit. Sans doute peut-on recourir à l'étranger pour ajuster le volume des biens et services disponibles au montant des droits distribués. Mais un pays ne peut indéfiniment s'endetter pour financer un solde déficitaire de son commerce extérieur. En tendance, la quantité des droits distribués devra d'une manière ou d'une autre s'ajuster au volume de la production nationale ; les droits indexés étant ce qu'ils sont, ce sont donc les droits non indexés qui assureront a posteriori l'ajustement, par amenuisement de leur valeur réelle.

Pendant trente ans, ce sont les créanciers — depuis les prêteurs à long terme jusqu'aux détenteurs de monnaie ou de comptes courants mal rémunérés — qui ont ainsi fait les frais de l'ajustement : on s'explique que l'idée d'indexer les créances n'ait guère eu de succès auprès des responsables des grands équilibres, qui n'avaient aucune envie de se priver d'une collaboration aussi silencieuse que résignée. Mais, depuis trois ans, les taux d'intérêt excèdent les taux d'inflation, la rémunération des prêts devient positive, et les prêteurs cessent, en fait, de contribuer à l'ajustement ; du coup, rien ne va plus.

Les charges sociales continuant à croître, les salaires ne peuvent plus augmenter à francs constants dans une économie française quasi stagnante, et les accords qui prévoient de telles augmentations doivent être cassés.

(*) Président d'E.D.F.

(Lire la suite page 10.)

La machine à produire des faillites

par WILLIAM GARCIN (*)

Le produit normal des crises économiques, ce sont les faillites. L'année dernière, elles ont atteint le chiffre record de vingt mille ! Où cette progression s'arrêtera-t-elle ? Et, surtout, est-il possible de l'enrayer ? Impossible dans l'état actuel des choses. La loi sur la liquidation judiciaire (13 juillet 1967) est l'une des plus folles qui soient au monde : elle engendre des faillites en chaîne au lieu d'interrompre ce cycle infernal.

En effet, le vendeur impayé ne peut pas récupérer sa marchandise : le vendeur est « en faillite ». Elle est vendue, sous son nom, au bénéfice des créanciers « privilégiés » : le fisc, la Sécurité sociale, les salariés (pour autant couverts par l'A.G.S.), etc. Pour le vendeur, il lui reste les yeux pour pleurer, il ne récupérera pas sa marchandise et n'en touchera pas le prix. Si la perte (parfaitement imminente) qu'il subit ainsi est trop forte, il lui reste à déposer son bilan. Tel est le jeu de la machine.

Les chefs d'entreprise avaient cru, dans leur naïveté, que la loi du 12 mai 1980 sur la clause de réserve de propriété dans les

contrats de vente — qui pose un principe très simple et très sûr : « Payer ou restituer la marchandise » (du moins celle dont le vendeur en la possession de se réserver la propriété jusqu'à complet paiement du prix) — pouvait arrêter cette machine infernale.

La mauvaise volonté des juristes

Hélas ! c'était compter sans la mauvaise volonté des juristes, leur routine et la hargne générale contre toute innovation. A peine votée, cette loi, malgré une réaction très vive et très favorable des industriels et des commerçants — surtout des P.M.E. et des sous-traitants pour qui c'est une planche de salut — fut interprétée d'une manière restrictive. Pour pouvoir revendiquer les marchandises livrées, encore fallait-il les identifier. Soit. Mais une jurisprudence traditionnelle — antérieure à la

loi du 12 mai — exige, en outre, que la marchandise n'ait subi aucune transformation, si minime soit-elle. Il suffit, par exemple, de teindre les fils ou les tissus — parfaitement identifiables — pour qu'on ne puisse plus les récupérer. De ce fait, tout ce qui est livré à un transformateur agissant rapidement (et pourquoi trainerait-il ?) — c'est le cas dans les industries agro-alimentaires (le plus gros chiffre d'affaires en France), dans les industries textiles, les industries chimiques, etc. — est bel et bien irrécupérable. Les faillites continuent donc selon leur mécanisme accoutumé au mépris de la nouvelle loi.

Pour y remédier, on aurait pu, comme en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, etc., permettre au vendeur d'indiquer dans sa clause, que en cas de transformation, il deviendrait copropriétaire du produit fini, au prorata de la valeur de ses marchandises incorporées. La chose paraissait d'autant plus faisable que l'article 570 du code civil prévoit qu'une matière transformée appartient toujours au propriétaire de ladite matière.

(Lire la suite page 10.)

La demande permanente de dollars

En dépit de la baisse des taux d'intérêt américains, les cours du dollar ne fléchissent pas, et même se maintiennent à des niveaux élevés. Outre le fait que les taux européens diminuent au même rythme — ce qui maintient l'écart — et que le recul de l'inflation aux Etats-Unis renforce la confiance dans le « billet vert », un nouveau facteur de fermeté du dollar est apparu depuis trois ans, à savoir la demande accrue de cette monnaie pour assurer le service de l'énorme dette des pays en voie de développement.

Il y a quatre ans, jour pour jour, le président Carter, face à une chute dramatique du dollar, qui venait d'atteindre son plus bas niveau historique par rapport au mark allemand (1,70 D.M.), présentait un « plan de sauvetage », élaboré avec les pays à monnaie forte, R.F.A., Japon, Suisse. Il comprenait la constitution d'un fonds d'intervention de 30 milliards de dollars de bons du Trésor des Etats-Unis libellés en marks, yens et francs suisses, c'est-à-dire avec une garantie de change (une autre première historique), le triplement des ventes d'or du stock américain et le relèvement massif du taux de l'escompte. C'est que, à l'époque, et depuis plus de deux ans, le dollar « brûlait les doigts » de ceux qui le recevaient, notamment les pays exportateurs de pétrole, se hâtant de le céder contre des

devises fortes avant que son cours n'ait baissé davantage. A l'origine de cette défiance, on trouvait le déficit de la balance commerciale américaine, creusé par le renchérissement des importations de pétrole, les difficultés rencontrées par le président Carter pour faire adopter par le Congrès son « plan énergie », et, surtout, la reprise de l'inflation, qui allait, bientôt, dépasser 10 % pour culminer à 13,5 % en 1980, fin du mandat du président, minant la base économique du dollar, monnaie de réserve mondiale.

Un changement de politique

Six mois avant la fin de ce mandat, le dollar allait amorcer sa reprise, qui se solda aujourd'hui, on le sait, par une valorisation de 50 % en marks et en francs suisses, de 58 % en yens, et de 80 % en francs français. A l'origine de cette reprise spectaculaire, sans équivalent depuis un demi-siècle au moins, on trouve, évidemment, un changement de politique en matière de taux d'intérêts. En juin 1979, M. William Miller, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis (le Fed), rebelle à toute hausse des taux « pour ne pas casser la reprise économique », était remplacé par M. Paul Volcker. Ce dernier, monétaire convaincu, allait inaugurer à l'automne suivant une politique de contrôle, en fait de resserrement, des liquidités, qui allait indirectement pousser les taux d'intérêts à des hauteurs insupportables.

En 1981, Parallèlement, et le phénomène ne saurait en aucun cas être sous-estimé, car la psychologie entre pour une grande part dans les mouvements sur les marchés des changes, la monnaie des chances de M. Ronald Reagan comme candidat « musclé » à la présidence des Etats-Unis, perceptible dès la mi-1980, provoquant un regain de confiance dans le « billet vert » : c'était le fameux « effet Reagan ». Par ailleurs, le redressement de la balance des paiements courants américains, grâce à la diminution des importations de pétrole et à l'accroissement des services (voir le tableau ci-dessous), impressionnait favorablement les milieux financiers internationaux. Par dessus tout, jouait la baisse spectaculaire du rythme de l'inflation, revenue sur sa base annuelle de 13,5 % en 1980 à moins de 5 % actuellement. Ajoutons que les monnaies fortes des années 70, mark en yen, se sont intrinsèquement affaiblies, la R.F.A. et le Japon ayant connu ou connaissant des difficultés d'ordre politique, économique et même monétaire (que l'on songe au creusement spectaculaire du déficit de la balance des paiements allemands en 1980 et en 1981, avant son redressement récent).

Aujourd'hui, c'est clair aux yeux de tous les experts américains, européens ou japonais, le dollar est surévalué, en termes économiques, d'au moins 20 % estime-t-on, et cette surévaluation est en passe de coûter fort cher à l'industrie des Etats-Unis, où l'on s'attend à voir le

déficit commercial, en diminution pour les années 1979 et 1980 grâce en partie à la sous-évaluation du dollar, reprendre son ascension. En août, il a battu son record historique à 7 milliards de dollars, et M. Michael Blumenthal, secrétaire au Trésor de 1977 à fin 1979, actuellement président de la grande société américaine Burroughs, voit ce déficit bondir à 60 ou 80 milliards de dollars en 1983 (100 milliards disent même certains) avec un prolongement en 1984.

Le contrecoup de la hausse

Se pose donc la question de la balance commerciale des Etats-Unis, nettement en déficit — dix-huit à vingt-quatre milliards — à accuser le contrecoup de la hausse du dollar qu'il lui en avait fallu, après octobre 1979, pour se redresser après trois ans de baisse ininterrompue du « billet vert » : en conséquence, les cours du dollar vont s'orienter brutalement à la baisse « dans un avenir prévisible ». Il est possible que M. Blumenthal ait raison. Signalons toutefois, pour la petite histoire, que l'ancien secrétaire au Trésor, à son départ en juin 1979, fut unanimement regretté par les spécialistes des changes, du moins ceux qui jouaient la baisse du dollar : dès qu'il ouvrait la bouche pour pronostiquer un redressement prochain et « insubmersible » de la monnaie américaine, celle-ci s'écroulait un peu plus.

Un déficit commercial

Mais il n'est pas sûr, pour autant, que la réapparition d'un déficit commercial énorme impressionne défavorablement, dans l'immédiat, les détenteurs de dollars et les milieux financiers internationaux. Sur le plan psychologique, la monnaie américaine est redevenue solide, dans le golfe Persique comme en Europe ou dans le Pacifique, non seulement pour des raisons économiques mais aussi pour des raisons politiques (redressement des Etats-Unis notamment).

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 10.)

LA DEMANDE MONDIALE DE DOLLARS											
D'après l'O.C.D.E. et la Hudson Letter											
(en milliards de dollars.)											
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Balance commerciale	8,9	5,3	9	5,3	39,9	33,7	27,3	25,3	27,9		
Balance courants américaine	7,1	4,9	13,3	4,4	14,1	14,1	1,4	3,7	6,5		
Balance courants à long terme E.-U.	- 7,9	- 1,2	- 17,9	- 15,2	- 10,5	- 8,3	- 13,9	- 6,8	- 19,4		
Balance courants à court terme E.-U.	3,9	0,8	4,9	8,3	4,7	9,1	29,3	32,5	26		
Excédent de l'OPEP	7,8	29,5	27,3	36,5	39	4,5	62	113	63		
Paiements d'intérêts des pays en développement	15,3	17,1	21,1	24,6	38,7	44,7	68,2	68,6	52,5		
TOTAL	18,4	79,3	55,7	60,6	30,4	35,9	139	211	198,2		
Demande mondiale de dollars (ajustée *)	13,5	55,2	46	68,4	18,5	26,1	105,6	174,7	167,1		

* La demande ajustée représente le total des soldes externes américains et de 80 % de l'excédent de l'OPEP et des paiements d'intérêts des pays en développement non pétroliers.

(1) 117/114 = 102,6 ; 117/108 = 108,3

Des capacités de production excédentaires pour l'énergie

Le conseil des ministres doit entendre, le 3 novembre, une communication de M. Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie, sur la politique charbonnière. Il y sera question de la relance de la consommation, d'une préférence nationale de 2,8 centimes par thermie, de nécessaires maîtrises des approvisionnements extérieurs et d'une indispensable bonne gestion.

Plus tard — et sans nul doute après les élections municipales — le gouvernement annoncera son programme nucléaire pour les années à venir.

Cet embarras visible, au-delà d'une inévitable prudence politique, après tant de déclarations sur la relance de la production charbonnière nationale et tant de promesses faites aux écologistes, a des raisons techniques. Jamais, en effet, les incertitudes qui pèsent sur le marché énergétique n'auront été aussi grandes. Fin des certitudes. D'une prévision de demande de 8,8 milliards de tonnes équivalent pétrole en l'an 2000, faite en 1977, l'Agence internationale de l'énergie vient de ramener celle-ci à une fourchette allant de 5 000 milliards à 5 800 milliards de TEP. Une baisse de l'ordre de 40 %. Aussi peut-on s'interroger : la corrélation entre croissance économique et demande d'énergie est-elle durablement modifiée par les évolutions de ces dernières années ? La prix du pétrole ne va-t-il pas fortement baisser à la reprise économique tarde trop ? Quel sera à l'avenir le rôle des pays en développement sur le marché pétrolier ? En cas de faible croissance, où trouveront les fonds nécessaires à l'extraction de nouvelles réserves d'hydrocarbures et à la production d'énergie de substitution ? Voilà autant de questions qui semblaient tranchées, auxquelles nul aujourd'hui ne peut répondre et qui, pourtant, doivent déterminer toute politique.

En France, la commission du IX^e Plan travaille actuellement sur les objectifs de consommation à la fin de la décennie. Là où M. Giraud, il y a moins de deux ans, prévoyait 242 millions de tonnes équivalent pétrole, là où M. Mauroy annonçait en octobre dernier 232 millions de TEP, le Plan ne trouve plus guère que 210 millions de TEP. Cela nécessite évidemment une révision des capacités de production. D'où le débat qui s'est engagé ces derniers semaines en France sur l'avenir du programme électronucléaire et de l'industrie charbonnière.

Mais tout n'est pas arithmétique. Un réajustement du nucléaire passerait par l'emploi (150 000 personnes y travaillent directement ou indirectement), sur l'industrie pour laquelle la commande de trois réacteurs par an paraît un seul en deçà duquel il faudrait licencier, défaire des équipes de recherche et risquer ainsi de remettre en cause, à terme, cette maîtrise d'une filière de haute technologie entièrement nationale. En revanche, cela soulèverait les finances d'E.D.F., affectées du fait de ce programme d'un endettement qui atteindrait 140 milliards de francs à la fin de 1982.

Pour le charbon, on peut s'interroger sur les inconvénients qu'il y a à subventionner certains puits qui ne seront sans doute jamais plus rentables.

Enfin, il faut veiller à ce que la croissance économique ne soit jamais freinée par une offre insuffisante d'énergie. Dans ce domaine, comme dans d'autres, les conséquences d'un manque part sans commune mesure avec celles d'une surcapacité qui risque pourtant de coûter cher.

B. D.

COMMENT RÉDUIRE LES COÛTS DE PRODUCTION

L'USINE FANTÔME

par FRANÇOIS PERRIN-PELLETIER (*)

C'est des progrès de l'organisation — assortis de quelques modifications dans le matériel utilisé — qu'il faut, dans les cas les plus fréquents, attendre une amélioration souvent décisive de la productivité.

DANS une usine de boîtes de vitesses pour automobiles, il faut environ trois jours entre le moment où la matière première entre dans l'usine et le moment où la boîte est sortie sous forme de produit fini ; à l'intérieur de ce délai total, le temps de transformation technologique (usinage ou montage) est inférieur à trois heures ; pendant le reste du temps, les pièces sont stockées, en attente sur machine, contrôlées, ou acheminées d'un poste de travail à l'autre. Si vous achetez un matériel, une machine, c'est pour sa durée de vie, le client, lui, est désireux d'acheter de la « vraie » valeur ajoutée et non des opérations qui n'ajoutent rien à la qualité du produit qui prennent place dans une « usine fantôme » qui vit en parasite de la vraie usine.

Prenons l'exemple des stocks. Pourquoi coûtent-ils si cher ? D'une part, leur existence même entraîne un emprunt d'argent pour l'entreprise et au taux actuel de l'argent, on voit ce que cela signifie. D'autre part, il a fallu des moyens de conditionnement (palettes, etc.), des moyens de transport (transports), des locaux pour les y mettre (magasins), qui sont chauffés, éclairés, dont les toitures sont régulièrement entretenues et qui nécessitent un personnel de surveillance.

Une réduction du stock, un des éléments de la valeur ajoutée qui ne change rien à la qualité du produit, est donc une opération hautement profitable.

Comment réduire les stocks, les stocks, les manutentions, mais également les coûts de non-qualité, c'est-à-dire les rebuts, les retouches et les contrôles ?

Comment faire en sorte de supprimer cette « usine fantôme » ? Ceux qui ont bien voulu se pencher sur ce problème, et qui ont découvert cette usine fantôme, ont, en même temps, découvert son importance. Elle peut représenter jusqu'à la moitié

de la valeur ajoutée d'une usine.

De quelle façon réaliser ce progrès ? En assurant un écoulement du flux de la production régulier et le plus rapide possible, d'où l'action « 5 X D » ou « zéros olympiques » :

- 1) Zéro panne, fiabilité du processus ;
- 2) Zéro délai, changement d'outil rapide ;
- 3) Zéro défaut, faire bien du premier coup ;
- 4) Zéro stock, minimum d'inventaires ;
- 5) Zéro papier, ordonnancement simplifié.

● ZÉRO PANNÉ :

Regardons ce qui se passe lorsqu'une machine s'arrête : l'ouvrier avertit son chef d'équipe qui avertit l'entretien. De plus, comme l'ouvrier ne doit pas rester inoccupé, on l'envoie ailleurs. C'est-à-dire qu'on se prive de l'aide qu'apporte le personnel qui vit avec la machine et qui sait exactement comment la panne est arrivée. Le personnel d'entretien arrive : on lui demande de réparer rapidement la machine pour qu'elle puisse reprendre la production. Par exemple, il va changer le fusible ou le moteur électrique, mais ne recherchera pas la cause réelle de l'avarie. Or, tant que la cause réelle de l'avarie ne sera pas trouvée, la machine tombera en panne de façon aléatoire et des réparations auront lieu, mais on n'aura jamais définitivement supprimé la cause de la panne. Donc, on prend des mesures pour que la production puisse se faire malgré les pannes, mais on n'en prend pas pour qu'il n'y ait plus de panne.

Il faut engager les actions dans trois directions :

- 1) L'entretien préventif méthodique : cela signifie que l'arrêt complet du chantier pendant quelques jours. Mais un examen approfondi sera effectué pour trouver les causes de pannes et les causes des causes ;
- 2) Le dépannage anticipé : on peut mettre en place sur la machine des indicateurs de façon à anticiper les pannes. Dans la fonderie Citroën de Charleville, par exemple, il existe cinq mille capteurs qui permettent

d'intervenir avant que les machines ne sortent de leur plage de tolérance ;

3) Dépannage garanti : c'est la responsabilité de l'opérateur. On demande, par exemple, au dépanneur de s'engager à ce que la machine se mette plus en panne pendant un an. Il y parviendra en n'utilisant que des solutions radicales et jamais provisoires.

● ZÉRO DÉLAI :

Dans telle usine, les changements d'outils sur une ligne de presses de 400 tonnes étaient de l'ordre de dix heures. Les Japonais ont été les premiers à montrer qu'il était possible, avec peu d'investissement (1), de réduire les temps de changement d'outil à cinq à dix minutes. Cela a des conséquences considérables.

● ZÉRO DÉFAUT :

Pour améliorer la qualité, une solution est de renforcer le contrôle, qui devient encore plus cher. Ne vaut-il pas mieux « faire bien du premier coup » en éliminant et en corrigeant les défauts la plus tôt possible ?

1) Ce pourra être par une prise en compte des difficultés de montage dès le stade du bureau d'études et la mise au point de « démontreurs » pour limiter les possibilités d'erreurs ;

2) Ce pourra être en intégrant le contrôle à la fabrication pour que les rebuts et retouches deviennent l'exception ; la production se fait par petites lots, même pour les grandes séries ; le taux d'utilisation des machines est fortement augmenté, puisqu'elles ne tombent plus en panne et que les changements d'outils sont plus rapides. Les ouvriers de fabrication sont encouragés et font de nombreuses suggestions pour l'intermédiaire des cercles de qualité. Les prix de revient sont diminués de 10 à 20 % et la satisfaction du client améliorée.

Voilà une vue peut-être ambitieuse mais réaliste de l'usine de l'avenir, débarrassée de cette usine fantôme qui coûte si cher.

● ZÉRO STOCK :

Les stocks sont un merveilleux moyen de dissimuler les erreurs : une machine tombe en panne, des pièces arrivent mal, les stocks y pourvoient. Si l'on compare le flux de production à celui d'un rivière, la baisse du niveau des stocks révèle tous les rochers, c'est-à-dire tous les goulets d'étranglement, et de nombreuses anomalies apparaissent. Mais, si les trois zéros précédents sont obtenus, le stock minimum de

(*) Vice-président de l'Académie (Association des cadres dirigeants de l'industrie).

viens possible, les sécurités pour aléas dans les processus n'étant plus nécessaires.

Par exemple, le système Kanban, inventé par Toyota, consiste à livrer les pièces seulement par petits lots, suivant les ordres du client. L'aval commande l'amont, qui ne doit pas produire sans en avoir reçu l'ordre, évitant ainsi la surproduction et les stocks. Les pièces livrées sont par le fournisseur au subissant plus de contrôle réception et vont directement sur la ligne de montage.

● ZÉRO PAPIER :

Si les quatre zéros précédents ont simplifié les événements physiques, leur suivi, leur enregistrement, leur ordonnancement, font appel à des moyens administratifs plus rudimentaires. L'enregistrement, préalable à la production, peut avoir à sa disposition un tableau de bord simple (graphiques des pannes, machines, diagrammes de Pareto, etc.) et non plus des listings d'ordinateurs.

Mesurer, par exemple, grâce aux séries olympiques, l'usine fantôme s'est évanouie : les contrôles-réceptions ont disparu, sauf pour les pièces de sécurité ; les pièces arrivent bonnes des fournisseurs ; les stocks ont été réduits au minimum, avec les diminutions correspondantes en matière de frais financiers et de surfaces ; les frais de manutention sont limités par une implantation adéquate et des solutions d'automatisation ou de robotisation ; les rebuts et retouches deviennent l'exception ; la production se fait par petites lots, même pour les grandes séries ; le taux d'utilisation des machines est fortement augmenté, puisqu'elles ne tombent plus en panne et que les changements d'outils sont plus rapides. Les ouvriers de fabrication sont encouragés et font de nombreuses suggestions pour l'intermédiaire des cercles de qualité. Les prix de revient sont diminués de 10 à 20 % et la satisfaction du client améliorée.

Voilà une vue peut-être ambitieuse mais réaliste de l'usine de l'avenir, débarrassée de cette usine fantôme qui coûte si cher.

(1) Les machines-outils devront évidemment être conçues pour permettre des temps de changements de conceptions faibles.

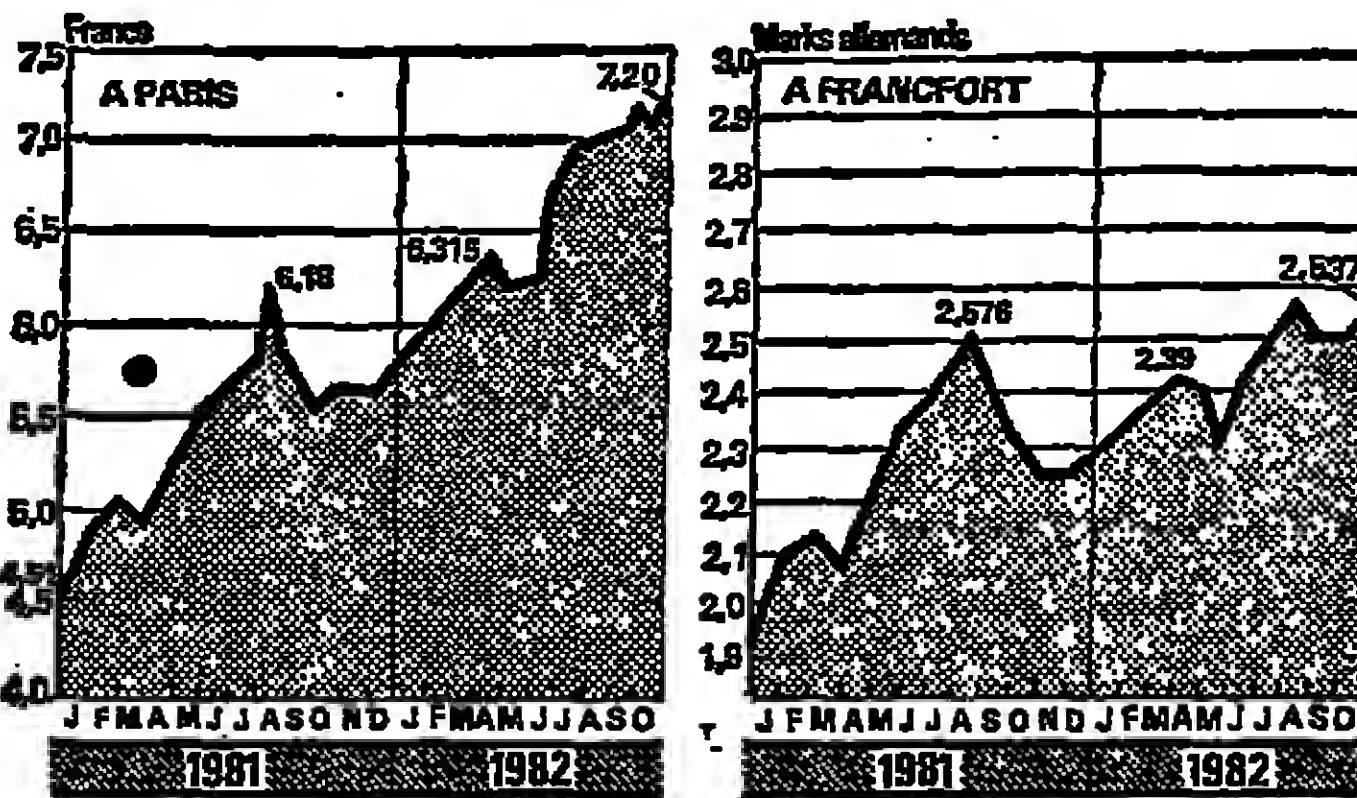
La demande permanente de dollars

(Suite de la page 9.)

Bien plus, après la dévaluation mexicaine, elle est considérée comme une monnaie refuge, au point que les capitaux étrangers se ruent à New-York pour s'investir en bons du Trésor, au point que les emprunts de ces derniers jours lancés pour financer un déficit budgétaire croissant — haussés des milieux new-yorkais au seuil de l'été — se placent désormais sans difficultés. Le monde entier, pour l'instant, est prêt à faire crédit aux États-Unis.

Mais le facteur de solidité du

ment noir-pétroliers, « il ne serait pas irréaliste de postuler qu'elle est libérée en dollars dans la proportion de 80 % à 90 % ». Or, le valeur des paiements d'intérêts sur cette dette « a augmenté de 25 % par an depuis 1973 », avec une accélération après le deuxième choc pétrolier, « près de 50 % en 1978 et plus de 55 % en 1979 et 1981 ». Cela signifie que depuis trois ans, compte tenu des excédents financiers de l'OPEP sur les revenus (et le paiement) du pétrole et des services de la dette des pays sous-développés (823 milliards de dollars en 1981, près de



dollar est peut-être, et plus sûrement, de nature mécanique. Une étude rédigée par un expert, M. Thomas Miller, et publiée récemment par le Hudson Letter, bulletin d'information européen de l'organisme américain de prospective économique, Hudson Institute, prend en compte « un autre ensemble de facteurs qui à généralement fait défaut aux analyses les plus commandées : la répugnance de l'évolution des taux de change ; les excédents financiers des pays exportateurs de pétrole et, surtout, l'accroissement de la dette des pays du tiers-monde et des pays socialistes ». Selon les meilleures estimations disponibles, le commerce pétrolier mondial est financé en dollars dans des proportions de 75 % à 90 %. En ce qui concerne la dette extérieure des pays en voie de développe-

120 milliards en 1983, la demande mondiale ajustée de dollars a augmenté de 85 % par an depuis trois ans.

Journellement, une telle situation se traduit par des achats continus de monnaie américaine pour le compte de tous les emprunteurs en dollars, avec un facteur aggravant consistant par la diminution des excédents de l'OPEP, qui freine la croissance du stock disponible.

S'il est possible et même probable que les cours du dollar par rapport au mark, au yen, au franc suisse, à la livre sterling et au franc français s'effondrent quelque peu, il paraît difficile que cette baisse soit très importante, en raison précisément de la nouvelle structure des courants mondiaux de capitaux.

FRANÇOIS RENARD.

Après avoir doublé son taux de croissance de 1978 à 1981 le Sri-Lanka devra appliquer certaines mesures d'austérité

Après la réélection, le 20 octobre dernier, de M. Jayewardene comme président de la République du Sri-Lanka, la politique économique d'inspiration libérale inaugurée en 1977

DE 1977 à 1982, le Sri-Lanka a connu cinq années d'une politique conservatrice, marquée par l'ouverture d'une économie jusqu'alors fermée, la diminution des subventions ayant abaissé le coût de certains produits et services, une libéralisation dans le secteur privé, des secteurs et un appel aux capitaux étrangers, invités notamment à s'investir dans la zone franche créée en 1978, près de la capitale, Colombo, et qui est généralement considérée, malgré les critiques qu'elle suscite, comme un succès. Ainsi le Sri-Lanka entendait-il prendre comme exemple, non plus l'Inde, mais Singapour.

Sans aller jusqu'à dénationaliser, on a également essayé de ressusciter le secteur privé. En fin, une aide étrangère importante a permis de financer d'ambitieux projets de développement, tel celui de la construction de barrages et de centrales hydroélectriques sur le fleuve Mahaweli, à l'est du pays, qui, lancé en 1978, devrait entraîner une augmentation de la production agricole et de celle de l'énergie hydroélectrique. Un important programme de construction de logements a été entrepris. Le chômage est tombé à 15 % de la population active (soit huit cent cinquante-cinq mille personnes) et l'augmentation annuelle du P.N.B., qui avait été en moyenne de 3 % de 1970 à 1980, est passée à 6,5 % de 1978 à 1981. Quant à la production de riz, elle est passée de 1,6 million de tonnes en 1977 à 2,3 millions en 1981. Voilà donc la fébrilité qui a affecté le pays au début de l'année, le Sri-Lanka aurait espéré enfin être autosuffisant dans ce domaine.

Le problème de la corruption

D'une manière générale, les salaires ont augmenté dans la plupart des secteurs, à quelques exceptions près dont la fonction publique. La corruption a aussi, malheureusement, fait des progrès. Interrogé sur un sujet qui constitue l'un des principaux chevaux de bataille de l'opposition, le ministre de l'information se fâcha tout rouge et se contenta d'invoquer les pays développés « à se regarder eux-mêmes dans une glace ».

Restent cependant des faiblesses, par exemple la situation dans les plantations (thé et caoutchouc), toujours nationalisées et dont la gestion et la commercialisation de la production restent insatisfaisantes. Restent surtout deux problèmes préoccupants. D'abord, celui de l'émigration. Le Sri-Lanka importe à peu près le double de ce qu'il exporte, ce qui entraîne un lourd déficit, compensé, d'une part, par les ressources tirées du tourisme (secteur qui, après avoir connu un développement rapide, enregistre aujourd'hui une certaine stagnation), d'autre part, par les transferts effectués par les quelque cent mille travailleurs ceylanais employés dans les pays du Golfe Persique et, plus récemment, en Afrique. Dans un pays qui reste l'un des plus pauvres du monde (le revenu par habitant est estimé à 285 dollars), ces transferts représentent pour un grand nombre de foyers une manne considérable (1). Ce qui explique que cette émigration soit gouvernement encouragée par le gouvernement, même si elle prive le pays de travailleurs qualifiés, qui lui font cruellement défaut. Cet exode constitue également une soupape de sûreté bien utile dans un pays où le chômage demeure élevé.

Une expérience modèle

Malgré ses ressources, l'équilibre de la balance des paiements dépend finalement des transferts de capitaux étrangers, la majeure partie étant toujours constituée par une aide consentie à des conditions très avantageuses. Ainsi bien la dette extérieure augmente-t-elle rapidement et le poids des remboursements annuels régulièrement. Second problème préoccupant, celui de la hausse du coût de la vie. Ainsi les prix à la consommation auraient-ils augmenté en moyenne de 22 % de 1978 à 1981. Une inflation qui s'explique en partie, il est vrai, par le rattrapage inéluctable intervenu après une longue période de blocage des prix.

Il n'en demeure pas moins que le Sri-Lanka apparaît à nombre de spécialistes comme une expérience modèle de sauvetage de l'économie par la Banque mon-

diale et le F.M.I. Une expérience facilitée par la taille du pays (quelques millions d'habitants), le gouvernement conservateur s'est également engagé dans une entreprise de longue haleine qui exige du temps. Ce secteur exporteur sans doute en partie la déclaration de M. Jayewardene d'avancer la date des élections, afin d'avoir ensuite les mains libres pour terminer son œuvre. D'autant que les années à venir s'annoncent, de lavis de la Banque mondiale, difficiles, à la décharge de cette dernière et du F.M.I. : le gouvernement s'est déjà engagé à ne lancer aucun nouveau projet d'ici à 1984, ce qui explique le tassement de l'aide internationale. On évoque également une possible dévaluation et une nouvelle réduction des subventions. Enfin, des mesures d'austérité (tauxage des dépenses publiques, contrôle des importations) semblent inévitables et le déficit budgétaire inquiétant, voire, insupportable, et dont le financement oblige, notamment, à un recours accru aux emprunts à l'étranger. Avant d'éléments qui rendent relativement fragile un succès qui, de toute évidence, aurait encore besoin d'être consolidé.

En donnant la priorité à des projets qui ne porteront leurs fruits que dans plusieurs années, le gouvernement conservateur s'est également engagé dans une entreprise de longue haleine qui exige du temps. Ce secteur exporteur sans doute en partie la déclaration de M. Jayewardene d'avancer la date des élections, afin d'avoir ensuite les mains libres pour terminer son œuvre. D'autant que les années à venir s'annoncent, de lavis de la Banque mondiale, difficiles, à la décharge de cette dernière et du F.M.I. : le gouvernement s'est déjà engagé à ne lancer aucun nouveau projet d'ici à 1984, ce qui explique le tassement de l'aide internationale. On évoque également une possible dévaluation et une nouvelle réduction des subventions. Enfin, des mesures d'austérité (tauxage des dépenses publiques, contrôle des importations) semblent inévitables et le déficit budgétaire inquiétant, voire, insupportable, et dont le financement oblige, notamment, à un recours accru aux emprunts à l'étranger. Avant d'éléments qui rendent relativement fragile un succès qui, de toute évidence, aurait encore besoin d'être consolidé.

En donnant la priorité à des projets qui ne porteront leurs fruits que dans plusieurs années, le gouvernement conservateur s'est également engagé dans une entreprise de longue haleine qui exige du temps. Ce secteur exporteur sans doute en partie la déclaration de M. Jayewardene d'avancer la date des élections, afin d'avoir ensuite les mains libres pour terminer son œuvre. D'autant que les années à venir s'annoncent, de lavis de la Banque mondiale, difficiles, à la décharge de cette dernière et du F.M.I. : le gouvernement s'est déjà engagé à ne lancer aucun nouveau projet d'ici à 1984, ce qui explique le tassement de l'aide internationale. On évoque également une possible dévaluation et une nouvelle réduction des subventions. Enfin, des mesures d'austérité (tauxage des dépenses publiques, contrôle des importations) semblent inévitables et le déficit budgétaire inquiétant, voire, insupportable, et dont le financement oblige, notamment, à un recours accru aux emprunts à l'étranger. Avant d'éléments qui rendent relativement fragile un succès qui, de toute évidence, aurait encore besoin d'être consolidé.

Fragile succès

En donnant la priorité à des projets qui ne porteront leurs fruits que dans plusieurs années, le gouvernement conservateur s'est également engagé dans une entreprise de longue haleine qui exige du temps. Ce secteur exporteur sans doute en partie la déclaration de M. Jayewardene d'avancer la date des élections, afin d'avoir ensuite les mains libres pour terminer son œuvre. D'autant que les années à venir s'annoncent, de lavis de la Banque mondiale, difficiles, à la décharge de cette dernière et du F.M.I. : le gouvernement s'est déjà engagé à ne lancer aucun nouveau projet d'ici à 1984, ce qui explique le tassement de l'aide internationale. On évoque également une possible dévaluation et une nouvelle réduction des subventions. Enfin, des mesures d'austérité (tauxage des dépenses publiques, contrôle des importations) semblent inévitables et le déficit budgétaire inquiétant, voire, insupportable, et dont le financement oblige, notamment, à un recours accru aux emprunts à l'étranger. Avant d'éléments qui rendent relativement fragile un succès qui, de toute évidence, aurait encore besoin d'être consolidé.

PATRICK FRANCES.

(1) Selon les milieux officiels, 80 % des Ceylanais émigrent entre 500 et 400 roupies par mois. Un couple lambda, vaut 0,53 \$.

La machine à produire des faillites

(Suite de la page 9.)

Impossible, hurlèrent en chœur les juristes : le Sénat l'a interdit. Ce n'est pas évident. Rien dans le texte de la loi ne l'interdit. Simplement, les sénateurs ont, dans l'attente d'une loi d'ensemble, renvoyé à plus tard l'examen des clauses complexes. Est-ce une manœuvre ? Ce n'était pas l'avis du rapporteur, le sénateur Rudolf. Mais, dans le doute, les juridictions s'abstiennent, et, malgré un texte rigoureusement muet sur le sujet, les clauses complexes, considérées comme inopérantes, ne sont même plus insérées dans les contrats de vente.

Mieux encore, ou pis. Un expert en assurances a dit récemment que, pour aider financièrement les entreprises, le ministère cherchait un moyen de réduire la durée du crédit inter-entreprises, qui, déjà très long en France (plus de quatre-vingt-dix jours en moyenne) s'allonge encore en cas de crises et qu'il faut éliminer des difficultés financières, donc « faillites », tout en empêchant de nouveaux investissements. Excellente idée. Quel dommage que l'expert en question n'ait pas eu l'occasion de lire au moins l'un des deux rapports que j'ai eu l'honneur d'établir, à la fin de l'année 1980, pour le ministre de la justice (1), qui constituent en quelque sorte des travaux préliminaires à la loi du 12 mai 1980. Il y verrait, en outre, les statistiques du Ministère de l'Industrie et du Commerce (M.I.C.) et du Planck Institut (le C.N.R.S. allemand) établissant, sans contestation possible, que la durée du crédit inter-entreprises est, en R.F.A., tout simplement inférieure de moitié à ce qu'elle est en France.

La cause en est bien simple. La réserve de propriété (laquelle joue, même en cas de transferts, donc dans la quasi-totalité des cas) permet aux banques d'accorder un crédit à l'acheteur, puisque ce crédit est alors garanti (et bien garanti) par la marchandise livrée : si elle n'est pas payée, elle sera retournée au vendeur mais ne sera jamais une valeur « perdue ». Cette garantie, et elle seule, rend possible le crédit acheteur sans risque particulier pour la banque. On verra bien réfléchir que le crédit acheteur, dans l'industrie comme

dans le prêt à la consommation, est tout bonnement destiné à payer immédiatement le vendeur. Des paiements comptants. On croit rêver ! On rêvera tout à fait en considérant les statistiques (précitées) qui montrent que, dans l'industrie allemande, les paiements comptants sont en moyenne de 80 %, tout bonnement parce que les crédits sont accordés à la moitié des acheteurs-chefs d'entreprise.

Encore faut-il que :

- 1) La réserve de propriété soit réellement efficace et que, en vertu de l'article 118 du code de commerce, la propriété ainsi réservée puisse, comme une traite, être transférée à la banque ;
- 2) Les banques ne s'efforcent pas devant un crédit acheteur (ainsi garanti) qui fonctionne depuis plus de cinquante ans aux dépens et de trente-cinq ans aux Pays-Bas.

En attendant les faillites continuent et la charge financière du crédit inter-entreprises pèse toujours sur la trésorerie du vendeur (alors pourtant que ce crédit bénéficie à l'acheteur). Que nous importe après tout que les industriels allemands soient payés au comptant une

fois sur deux (réalisant ainsi une économie moyenne de 3 à 6 % sur le prix de revient, tel qu'il résulte d'une étude effectuée conjointement par la Banque de France et la Bundesbank), que les industriels néerlandais fassent de même, que les Britanniques connaissent, le procédé depuis 1893 (Sale of Good Act) et aient repassé la formule aux Américains, aux Japonais, aux Danois, aux Irlandais et, *à la fin*, à la quasi-totalité du commerce international.

Gardons notre bonne vieille procédure qui, faite d'une garantie réelle, permet de ruiner un pauvre homme dès que sa banque se méfie, incite les fournisseurs à cesser toute livraison (ils ne veulent pas perdre leur marchandise corps et biens), surcharge inutilement sa trésorerie, bref, sert à provoquer de nouvelles faillites, économiquement injustifiées, comme si les autres ne suffisent pas.

WILLIAM GARCIN.

(1) En ma qualité de président de l'Institut Jupiter. Ces rapports sont intitulés, l'un « La réserve de propriété et la livre sterling », l'autre « Le crédit inter-entreprises et les aspects économiques de la réserve de propriété » (février 1979).

Les méfaits de la non-indexation des emprunts

(Suite de la page 9.)

Mais les salariés n'ont guère envie de remplacer les créanciers pour prendre l'ajustement à leur charge ; à tout prendre, mieux vaudrait pour eux obtenir le maintien dans les accords-salaire d'une référence à l'indice des prix en échange d'une réduction conditionnelle, clairement délimitée, et leur pouvoir d'achat.

Quant aux créanciers non protégés, c'est-à-dire tous les détenteurs de créances nominales qui furent corvées à merci pendant trente ans, un pactole les attend si, comme on peut l'espérer, le gouvernement réussit à juguler l'inflation : les possesseurs d'obligations toucheront des intérêts dont la valeur réelle va devenir considérable, tandis que leurs débiteurs seront vides jusqu'à la moelle.

N'aurait-il pas mieux valé,

dans les années fastes, renoncer à la facilité qui consistait à ruiner les rentiers, pour ne pas s'exposer ensuite, au moment où tout va mal, à leur attribuer beaucoup plus qu'ils ne l'auraient jamais espéré ?

Tous les Français endettés, et il y en a beaucoup dans toutes les catégories de personnes physiques et morales, claquent en choeur tous les matins qu'il faut que cesse l'inflation ; mais il font des prières tous les soirs pour que celle-ci dure, ou même s'accroisse, afin que leurs dettes fondent en valeur réelle. C'est là le principal méfait de la non-indexation des emprunts, soit que les prières de nos compatriotes soient exaucées avec leur aide et que l'inflation dure, soit que l'inflation s'arrête et que les faillites et les exploits d'indigents se multiplient, sans motifs.

MARCEL BOITEUX.

Les clefs de la Curie

Une collection de 10 volumes

FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	PORTUGAL	GRÈCE	IRLANDE	ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS	JAPON	AUTRES
+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+

TABLEAU DE BORD

A la fin d...

Les clefs de la conjoncture

Curieuse victoire sur l'inflation

DANS les pays industrialisés, à quelques exceptions près, dont l'Italie, l'inflation recule considérablement et retrouve souvent ses niveaux d'il y a dix ans, c'est-à-dire de la belle époque de la croissance facile. Il y a six mois à peine, les gouvernements n'avaient pas de faire aussi bien habitués depuis très longtemps à être démentis dans leurs prévisions dans le sens défavorable, et agréablement surpris. Pourtant, ce succès, célébré comme il se doit, à défaut d'être, n'entraîne plus les mêmes certitudes quant à ses effets et la reprise.

Une expression de satisfaction

Aux Etats-Unis où le rythme des prix, évalué sur douze mois, n'est plus que 6 %, les prix de gros ont même baissé de 0,1 % en septembre. Résultat que le président Reagan, oubliant de parler de la chute de la production industrielle, s'est hâté de saluer comme le meilleur chiffre depuis 10 ans, complétant cette expression de satisfaction par la phrase rituelle : « Le recul de l'inflation fait baisser les taux d'intérêt et élargit l'économie. » Si l'effet de l'argent se réduit effectivement, depuis la volte-face du FED, il n'arrive pas à enrayer l'inflation, et l'activité se donne toujours pas

les signes de reprise décisifs (le P.N.B. a vu sa progression du troisième trimestre se ralentir sensiblement à 0,8 %, contre 2,1 % au deuxième). Des économistes font d'ailleurs remarquer qu'une augmentation plus rapide du coût de la vie pourrait être un indicateur plus convaincant d'augmentation des dépenses de consommation et d'une relance !

Stabilité totale

Les prix allemands font encore mieux, puisque leur rythme est passé, en septembre, en dessous de la barre des 5 %, à 4,9 %, ce qui ne s'était pas vu depuis 1979 (l'indice a même diminué de 0,2 % en août). Ce résultat et la meilleure tenue de la balance des paiements courants ont fait écrire aux cinq « sages », conseillers du gouvernement de Bonn, que l'Allemagne est maintenant en meilleure posture que l'année dernière pour une reprise de l'économie. Pourtant, les prévisions d'activité ont été révisées en baisse et la croyance dans les vertus d'un recul de l'inflation, obtenu par la modération des revenus, commence à s'émousser. Témoin la réaction étonnée du président de la Fédération de l'industrie, M. Rolf Rodenstock, qui, reflétant l'opinion des industriels allemands, estime que le gel des salaires (ils n'augmentent plus que de 4 %) proposé par le ministre du travail, risque plutôt

d'être préjudiciable, en réduisant la demande et en contractant l'activité industrielle, provoquant donc un effet inverse de celui recherché !

Au Japon, les résultats atteints contre l'inflation sont encore plus remarquables, puisque celle-ci est en train de « disparaître ». Le rythme de hausse des prix de détail, calculé sur les trois derniers mois, est égal à zéro, et celui des douze mois de 2,5 %, les prix de gros, de leur côté, n'augmentant plus que de 1 %. Si bien que le gouvernement vient de réviser en baisse de 4,3 à 3 % ses prévisions de prix pour l'année. Pourtant, consolidation simultanée et étonnante : le déficit budgétaire est tellement élevé que l'ex-premier ministre a dû décréter l'état d'urgence des finances publiques.

Quelques améliorations plus fondamentales

En Grande-Bretagne les scores réalisés sont d'autant plus remarquables que le niveau était beaucoup plus élevé qu'ailleurs : quelque 22 % début 1980. Depuis il a été systématiquement réduit, comme le montrent les courbes régulièrement fléchissantes, retraçant l'évolution de l'inflation sur douze, six et trois mois, les résultats respectifs en septembre étant de 7,3 %, 6,9 % et

— 1,4 % (au cours de ce mois l'indice a reculé pour la première fois depuis douze ans, après être resté stable en juillet et en août). Mme Thatcher, emportée par l'élan, parle maintenant de 6,5 % pour Noël et de 5 % pour l'été 1983. Il est vrai que l'expérience anglaise comporte quelques améliorations plus fondamentales : le déficit budgétaire a diminué, la livre, assurément dopée par le pétrole, est ferme et les taux d'intérêt ont diminué fortement. En revanche, après quelques espoirs au printemps, l'effet sur l'activité a fait long feu.

L'Italie constitue encore une exception. L'inflation qui s'y était apaisée au début de 1982 en dessous des 16 %, obéissant au gouvernement, a bondi à nouveau en été, qu'on la calcule sur douze (17 %), six (18 %) ou trois mois (20 %). L'échelle mobile des salaires, dénoncée par le patronat, et l'affaiblissement régulier de la lire, n'ont pas permis à l'économie italienne de profiter du recul des prix mondiaux. Cependant avec le recul brutal de la production et les mesures qu'impose le déficit extérieur, elle va bien finir par en revenir à des chiffres plus proches des 10 %. — Déjà les syndicats semblent admettre un compromis sur l'échelle mobile.

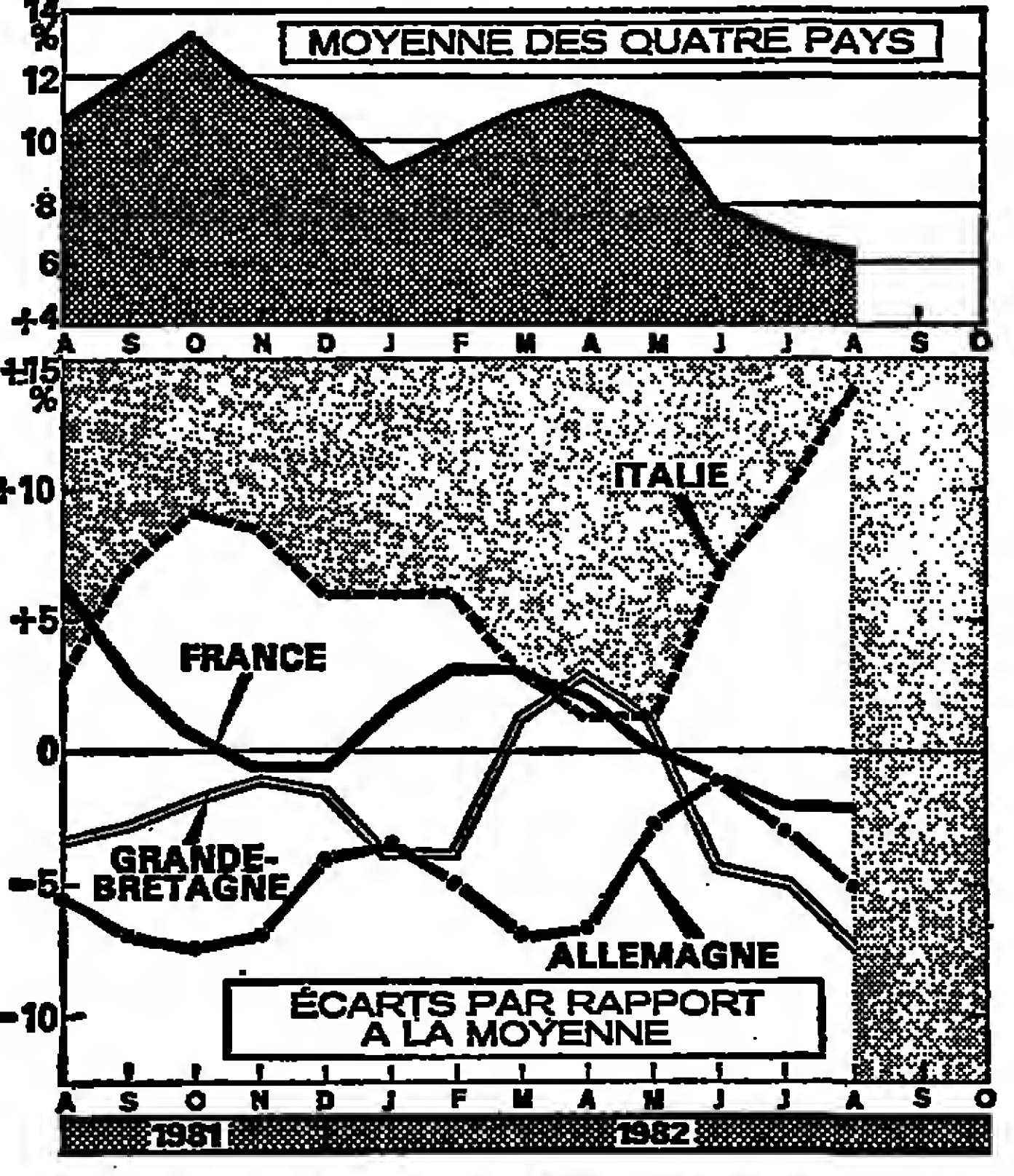
La France avait pris en 1981 le chemin italien des dépenses

faciles, annulant les effets déflationnistes mondiaux, prenant un moment les partenaires sociaux. Depuis avril 1982, donc déjà avant le blocage, le rapport de forces a changé, amenant l'inflation à céder du terrain, comme le montrent les courbes de prix, calculées sur douze, six et trois mois. A partir de juin le brutal virage du gouvernement (imposé par la nouvelle dévaluation du franc) et le blocage des prix et des salaires ont beaucoup accéléré le mouve-

ment : les trois chiffres sont en forte baisse, passant respectivement à 11,1 %, 7,5 % et 4,3 %. Est-ce à dire que l'assainissement en profondeur est engagé ? Rien n'est moins sûr, tant à cause du caractère artificiel du blocage — les autres pays ont obtenu des résultats meilleurs sans y avoir recouru — que des déficits persistants, qui empêchent la France de profiter pleinement de la détente des taux d'intérêt mondiaux.

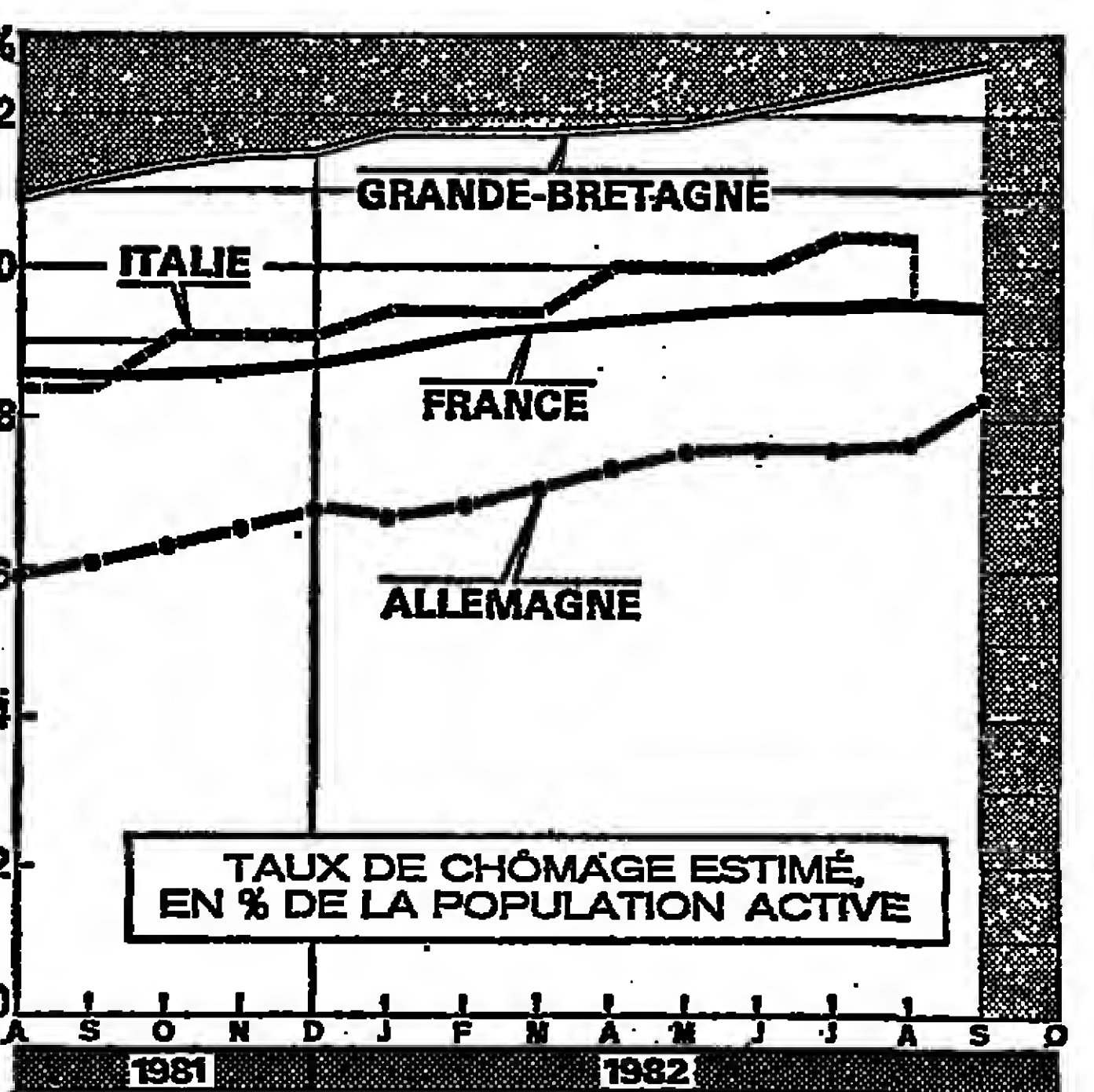
MAURICE BOMMENSATH.

PRIX : toujours en baisse sauf en Italie



L'inflation moyenne des quatre pays européens, calculée sur juillet, août et septembre, a continué à baisser de 7,2 % à 6,4 %, malgré l'accroissement constant en Italie, où le rythme des prix est passé de 18,6 % à 20,5 %. Il est vrai que, dans les trois autres pays, la baisse s'accroît, surtout en Grande-Bretagne, où le rythme est maintenant proche de 0 % (l'indice y a reculé pour la première fois depuis douze ans), en Allemagne, où il est de 1 %, et en France, de 4,3 %. Calculée sur les douze derniers mois l'inflation a été de 4,9 % en Allemagne, de 7,3 % en Grande-Bretagne, de 10,1 % en France et de 17,2 % en Italie.

CHOMAGE : explosion en Allemagne léger recul en France



Entre août et septembre, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) a bondi en Allemagne de 7,9 % à 8,20 %, d'un seul coup. Il a continué à augmenter invariablement à la même allure de 12,5 % à 12,7 % en Grande-Bretagne. Fait rare, ce taux a légèrement diminué de 9,55 % à 9,50 % en France.

PRODUCTION INDUSTRIELLE : en déclin aussi en France

Calculée sur juin, juillet et août, comparée aux trois mois précédents, la production industrielle recule maintenant nettement en Allemagne (-5 %), en Italie (-4 %) et même en France (-4 %). En Grande-Bretagne, le recul reste encore limité (-1 %).

	RÉSULTATS DE GESTION COMPARÉS				
	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité de production
FRANCE	—	—	—	—	—
ALLEMAGNE	—	+	—	++	—
GRANDE-BRETAGNE	+	+	—	+	—
ITALIE	—	—	—	—	—
ÉTATS-UNIS	—	+	—	—	—
JAPON	+	++	+	+	—

+++ excellent ++ bon + assez bon — médiocre — mauvais — très mauvais — tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industriels de l'O.C.D.E. est réalisé par une équipe de conjonctionnistes européens avec la participation de Cégeo-Economie. Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gains de production et investissement).

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE A la fin octobre 1982

Notes	Indicateurs	Rythme des 3 derniers mois annualisés (%)	Evolution 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ :	(+)	Production industrielle	-4,4 %	-3 %	sept. 82
INVESTISSEMENTS :	(—)	Importations en volume	-2,4 %	+3 %	sept. 82
EMPLOI :	(—)	Consommation (1)	0 %	+3 %	sept. 82
		Exportations en volume	-7 %	-11 %	sept. 82
		Investissement entrep. (2)	—	—	prév. 82-83
		Taux util. capex.	—	6 %	2 ^e tr. 82
		Demandes d'emploi	0 %	+10 %	sept. 82
		Offres d'emploi	+38 %	+30 %	sept. 82
		Taux de chômage	—	9,50 %	sept. 82
		Durée de chômage	-8,8 mois	+0,6 mois	sept. 82
		Effectif	+6,3 %	+0,1 %	2 ^e tr. 82
		Durée de travail hebdomadaire	-0 h 1	-1 h 2	2 ^e tr. 82
PREX ET SALAIRES :	(—)	Prix de détail	4,16 %	18,1 %	sept. 82
		Prix production importation (3)	62,3 %	14,9 %	sept. 82
		Salaires horaires	12,1 %	16,5 %	2 ^e tr. 82
		Revenus disp. mén.	2,4 %	3,9 %	2 ^e tr. 82
		SMIC horaire	0 %	12,3 %	19,84 F
FRANCE :	(—)	Résultat bal. com.	-120 MF	-94 MF	sept. 82
		Taux de couv.	—	81,2 %	sept. 82
		Résultat balance	-109 MF	-59 MF	2 ^e tr. 82
		Relevés ext.	-7 %	-30 %	sept. 82
		Réserve off.	-1,3 %	+2 %	280,4 MF
FRANC :	(—)	Dollar/franc	+5 %	+28 %	1,20 FF
		DM/franc	+3 %	+12 %	2,53 FF
		Taux int. 11	-1,90 %	-3,70 %	13,44 %
		Taux base banc.	-1 %	-1,23 %	12,75 %
		Taux oblig. priv.	-0,30 %	-1,15 %	16,70 %

Alignement à la baisse

Deux faits nouveaux, mais attendus, et que les récents chiffres n'ont fait que confirmer, ressortent de notre tableau de bord. La production industrielle recule maintenant assez fortement. Le consommateur stagne et même baisse sur la toute récente période. Chose moins attendue, bien que liée à ce qui précède, les importations — en volume — marquent, elles aussi, une tendance à reculer, ce qui ne peut être que favorable pour atténuer le point le plus noir de la situation, celui du déficit extérieur. Malheureusement, comme les prix des produits importés, exprimés en francs, continuent à augmenter (alors que, en devise, ils stagnent) et que les exportations reculent toujours, le « trou » n'est pas près d'être comblé, comme le montre le déficit de 12 milliards de septembre, qui commence à devenir habituel.

Un autre fait saillant du tableau de bord, bien étonnant si on le rapproche de ce qui précède et de ce que l'on constate ailleurs (cf. nos courbes), est le léger recul du taux de chômage en septembre, après la faible croissance des derniers mois. Il ne peut s'expliquer que par les mesures particulières prises en France (réduction des horaires...) et qui ont poussé simultanément à la hausse les effectifs et les offres d'emploi. Reste à savoir si à moyen terme, compte tenu de leur coût, elles continueront à exercer un effet favorable à l'emploi. Côté prix, la déflation se renforce, comme ailleurs : 4,3 %, seulement de rythme annuel calculé sur les trois derniers mois et une différence du taux d'inflation avec les autres six grands pays négative. Pourra-t-elle se durcir ?

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS : PIB 318 MF BUDGET 782 MF SMIC 19,84 F (pour 177 h 33) (1) Consommation de produits industriels des ménages. (2) Rationnement d'après l'enquête INSEE. (3) Prix des produits importés en France. (4) L'écart des prix français est calculé par rapport à la moyenne des prix des six pays : R.-U., G.-B., Italie, Japon et France. * Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des douze mois. Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières. MF = MILLIARD de francs ; M = MILLION.

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 5, rue Jacques Bingen Paris 17^e

LES IMPÔTS EN FRANCE 82/83 traité pratique illustré par l'exemple, 564 pages 106 F - Franco 119 F

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« LE CHANTIER », DE CHARLES TORDJMAN, AU TEP

Un théâtre qui se mord la queue

Le nouveau spectacle du Théâtre de l'Est parisien, *Le Chantier*, est la manifestation d'une « crise de la conscience théâtrale ».

Comme si le poète, le peintre, le musicien, au lieu d'employer liberté, effort, à créer un théâtre, à se confronter à autrui par le théâtre, désormais ne disposaient plus de cette énergie, de ce goût du risque. N'étaient plus capables de nous raconter leur vie, leurs difficultés. Et aussi de tout mettre en œuvre pour se concilier d'avance le public du théâtre, pour l'intéresser d'avance à un produit de consommation.

Jusqu'à présent la population d'un quartier était informée des événements du quartier par les conversations de café ou de trottoir, de pas de porte, aussi par un bulletin municipal, ou par le journal. Mais le soir du samedi, ou un autre soir, cette population, par un besoin d'alternance des mouvements de la conscience, allait au cinéma ou au théâtre « vivre » carrément autre chose, allait à la rencontre d'un autre langage, moins banal, moins ordinaire, à la rencontre d'autres faits, d'autres figures, moins rebattus.

Confrontée à ces autres mondes, ces autres êtres, la population du quartier exerçait une réflexion, une méditation, se rechargeait si l'on veut l'énergie de la conscience, se trouvait des horizons de référence. Hamlet ou Don Juan, les espaces de John Huston ou les orages de Go-

dard, la froideur de Greta Garbo, ou la chaleur de Michel Simon, reprofilaient et reconstruisaient, par des chemins mystérieux et étonnants, les inquiétudes de tous les jours. Il y avait au théâtre, comme au cinéma, une « relance » du courage de vivre, de la liberté de penser, grâce au travail de créateurs, écrivains, acteurs, qui donnaient aussi un aliment très précieux, qui fait du bien : la beauté.

Ce que les habitants du quartier du Père-Lachaise et de la place Gambetta vont trouver dans *Le Chantier*, le nouveau spectacle du TEP, c'est l'inverse de tout cela. Ils vont entendre que le bâtiment de ce théâtre va être démonté et reconstruit ailleurs : ils le savent déjà. Ils vont entendre qu'il y a des contremaîtres français pourjardistes en apparence et pas méchants dans le fond, et des maçons italiens qui aiment le beau travail et qui connaissent Michel-Ange, et des ouvriers maghrébins qui ont presque tout contre eux, et cela aussi les habitants du quartier le savent déjà, dans les mêmes termes.

Mieux : au lieu d'inventer, ou de transporter, les paroles du temps, comme faisaient les maîtres ou les maîtres (entre mille autres), les auteurs du *Chantier* emmagasinent les paroles des habitants du quartier eux-mêmes, et c'est cela aussi qu'il faut aller entendre, ou plutôt ré-entendre au théâtre. Ces auteurs pensent être modernes, ces, ou même « socialistes ». Pas une seconde ils ne semblent avoir pensé que, ce faisant, ils

étaient, peut-être, dans une même mesure, vides, impuissants, démagogiques, peureux.

Ce qui rend plus plausible la seconde de ces hypothèses, c'est que, lorsque les auteurs se lancent dans une page de leur cri, c'est de la bouillie et non de la parole, un « compost » d'un romantisme et de pathos grecs-allemands, ou bien des fragments, style parigot, de livret d'opéra, tout cela de seconde main, jamais un langage net, clair.

Ouvriers qui détruisent l'ancien théâtre pour en construire un autre, plus accueillant : habitants du quartier qui viennent donner aux spectateurs leur image dans un miroir ; et autres figures sur la scène des habitants du quartier : tous sont interprétés par des comédiens de métier, excellents comme Patrick Bouchet, Roland Amstutz, Paul Borne, Jean-Daniel Laval, Georges Staquet, ou d'une rare présence humaine et poétique comme Gisèle Casadesu. La comédienne Christine Combe défend au mieux le rôle d'une ancienne vedette revenue au quartier - rôle démesuré et comme extérieur au scénario d'ensemble.

André Diot, scénariste très en vogue, s'est employé, comme d'habitude, à ce que le public ne puisse distinguer les visages des comédiens, qui sont tous « absents » dans une griserie sans couleur, sans ombres, sans air ; à la longue, ce parti pris est niais.

MICHEL COURNOT.
* Théâtre de l'Est parisien, 20 h 30.

■ Les Médicines du Secours populaire français organisent au Forum des Halles, avenue 1, les 5, 6, 9, 10, 12, 13 novembre de 11 h à 20 h, une exposition-vente de peintures contemporaines de Vietnam, au profit du centre de nutrition FHE-CH-Minh-Ville. Renseignements S.P.F., 9, rue Froisart, 75003 Paris. Tél. : 278-50-48.

AUX SEMAINES FRANÇAISES DE LA MARIONNETTE

Un étourdissant tricotage d'images

En deux spectacles, *Faux Départ*, de Kathy Deville, et *Catégorie de voyage*, de Christian Carrière, présentés au mois d'octobre lors des Semaines de la marionnette d'expression française, le Théâtre de l'Échelle de Pau témoignait efficacement des ambitions de son art.

D'abord, elle. Son castolet fonctionnait comme un tourniquet d'ibidol, autour de quatre appartements minuscules comme on en voit dans les maisons de poupée ; elle passe la tête par les fenêtres et, délicatement, manipule une marionnette blanche presque abstraite. Il y a le tic-tac de l'horloge, les petits gestes quotidiens, les mots qu'on prononce tout seul. Au microscope, on suit la vie ordinaire d'une femme parmi ses objets, sous le regard d'Alice au pays de l'ennui. De l'autre côté du mur, autre solitude, un homme se prépare à sortir, rentre chez lui. Les

petits corps se rencontrent-ils ? Un rire chante dans la maison qui s'écroule.

Après l'entracte, la scène est couverte de valises, le castolet a disparu. Lui, est un peu un clown sans maquillage qui ferait le travail d'un Robert Anton. Mais pourquoi une référence ? Ce que fait cet homme à l'échelle de la marionnette, c'est un étourdissant tricotage d'images, d'histoires brèves, petits chefs-d'œuvre d'humour qui s'engendrent et se détruisent mutuellement ; ce n'est plus « de la marionnette », ce serait plutôt du théâtre pur comme on dit de la musique pure.

BERNARD RAFFALLI.

* Théâtre de l'Échelle, 18, rue Sennet, 64000 Pau. Tél. : (59) 27-31-54.

LETTRES

La mort de Gala Barbisan

Fondatrice et mécène du prix Médicis, Gala Barbisan est décédée, le dimanche 31 octobre, à Cortina d'Ampezzo, lieu de sa résidence italienne.

La dame du Médicis

Elle venait de la lointaine Russie où elle était née à peu près avec le siècle, fille d'un chirurgien, Soloviov, natale, porte aujourd'hui le nom.

Gala Barbisan ne quitta pas l'Union soviétique, en 1935, pour des raisons politiques - elle affichait volontiers ses idées communistes - mais parce qu'un ingénieur italien, en poste à Moscou, Luciano Barbisan, l'enleva à son pays et à la scène, où elle avait fait de brillants débuts.

Ce fut lui aussi qui l'entraîna à Paris dès avant la guerre et lui permit, stût le prix revu, d'acquiescer un mécénat littéraire. Avec Claude Edmonde Magny, elle lança d'abord la *Cote d'amour*, un prix qui ne s'imposait pas.

En 1958, quand Jean-Pierre Gaudou eut l'idée de créer le prix Médicis, il se tourna vers elle, qui le fonda et le dota. Denise Bourdet, qui en fut l'âme jusqu'à sa mort, Frédéric Mermoud, Nathalie Serrault, Marguerite Duras, Michel Butor, Claude Roy, qui le quittèrent plus ou moins vite, Alain Robbe-Grillet, Françoise Mallet, qui y sont toujours, composèrent en-

tre autres, avec les deux initiateurs, le premier jury. Devaient y passer par la suite Roland Barthes, Claude Simon, Jean Cayrol, avant que n'y entrent Marcel Schneider, Claude Mauriac, Christine de Rivoyre, Marthe Robert, Dominique Fernandez, François-Régis Bastide, qui s'y retrouvent aujourd'hui.

Cette fois, ce fut le succès et l'accent mis sur des œuvres qui se voulaient éducatrices et nouvelles. Le premier prix Médicis fut décerné à la *Mise en scène*, de Claude Ollier (Édit. de Minuit), qu'on rattachait au Nouveau Roman.

Gala Barbisan accueillait dans sa belle villa de la rue Cortot, à Montmartre, ces romanciers, ces critiques auxquels, l'écriture avide et passionnée, elle n'imposait pas ses choix. En 1970, quand le prix Médicis se dédoublait pour couronner aussi un roman étranger, elle demanda seulement, qu'en hommage à son mari le premier lauréat soit italien : Luigi Malerba fut élu.

Elle-même n'écrivait pas, mais il lui arriva, dans les années 60, une surprise et très belle aventure. Elle se mit à dessiner à l'encre de Chine, comme autrefois les femmes brodantes. Elle laissait courir sa plume et, de trait en trait, naissaient d'inspiration plutôt surréaliste, où surgissaient des oiseaux, des visages, des motifs fantastiques.

Elle apaisait ainsi une angoisse, un anxiété, dans les deux dernières années, avant de finalement raison d'elle. Non sans que ce médisme des gens de plume ait inventé sa façon à elle de poétiser l'encre et de révéler ses dons d'artiste.

JACQUELINE PIATIER.

■ La conférence que devait tenir l'architecte Tadeo Ando le lundi 8 novembre à la ville de Paris, sous le patronage de l'Institut Français d'Architecture jusqu'au 20 novembre.

■ L'architecte Bernhard Lubich, qui fut l'un des protagonistes de la révolution esthétique de la Maison des années 20, travailla à Berlin avec Lissitzky puis à Paris avec de la fée définitivement à Londres en 1932, pour y être, avec le groupe Techna, l'un des stars du mouvement moderne avant la seconde guerre mondiale, donna une conférence le 4 novembre à 18 h 30 à l'École des beaux-arts, 17, quai Malaquais (salle Malpomme).

CINÉMA

LA FIN DES JOURNÉES DE CARTHAGE

Le sacre de Souleymane

La 9^e session des Journées cinématographiques de Carthage (*Le Monde* des 23 et 27 octobre), s'est achevée samedi 30 octobre. Le jury, présidé par le cinéaste indien Mital Sen (l'auteur des *Marigolds*), où la France était représentée par Pierre-Henri Deleau, animateur de la Quinzaine des réalisateurs à Cannes, a attribué le grand prix - baptisé tant d'or - par référence à la déesse carthaginoise - au film *Le Vent* (*Finye*, en langue berbère), du metteur en scène malien Souleymane Cissé. Le tant d'argent a été décerné au réalisateur voltaïque

Gaston Kabore pour le *Don de Dieu* (*Wend Kumi* dans la langue Amoré, parée par l'éthnie mossi). Le cinéaste tunisien Mahmoud ben Mahmoud, auteur de *Traversées*, a reçu le prix spécial du jury, tandis que le prix de la première œuvre allait à l'Égyptien Asaf Taha, pour *Cheffeur de bus*. Enfin, le nouveau comédien algérien Fouzi Saïchi s'est vu décerner le prix du meilleur acteur pour son rôle dans *Un royaume*, de Tahar Laroui. Le tant de bronze n'a pas été attribué, non plus que le prix de la meilleure actrice.

Le tant d'argent pour le *Don de Dieu*, autre réalisation d'un Noir, n'en paraît pas pour autant injustifié, en dépit de la relative modestie de ce film laconique (68 minutes), merveilleusement photographié. Le premier long métrage du jeune cinéaste-historien voltaïque Gaston Kabore (31 ans), formé à Paris, veut illustrer l'idée, évidente mais peu orthodoxe, que bien des maux de l'Afrique actuelle, comme certains traits de violence sociale, existaient déjà avant la colonisation européenne. *Le Don de Dieu* a également bénéficié du prix de l'Agence de coopération culturelle et technique (organisation groupant une quarantaine d'États des cinq continents utilisant le français), le plus intéressant financièrement de ceux distribués à Carthage, puisqu'il apporte une somme de quatre-vingt mille francs, dont vingt mille francs pour le seul réalisateur. Le tant d'or ne représente en tout et pour tout, quant à lui, que vingt mille francs...

Un acte de salubrité publique

Chaque festival a un déni de justice. Carthage-1982 qui a primé comme « première œuvre » le laboureur *Cheffeur de bus* de l'Égyptien Taha dont c'est, semble-t-il, la seconde réalisation, n'a guère prêté attention - surtout du côté des jurés arabes - à l'incident du demi-mètre. Et pourtant, en dépit d'une mise en scène un peu plate à force de sobriété, ce premier long métrage du

Syrien Samir Zikra (37 ans), venu, comme Cissé, de l'école moscovite de cinéma, est apparu à ceux qui guettaient le neuf et l'audacieux, comme la plus surprenante, quant au fond, des œuvres en lice à Carthage. En se bagarrant avec la censure syrienne, Zikra, remarquablement servi par le jeune acteur Abdelkader Mouzaïen, est arrivé, à partir de l'infime mais symbolique « incident » survenu entre un garçon et une fille sur un demi-mètre - l'espace qu'ils occupent dans l'autobus - à exposer toute la souffrance d'une jeunesse arabe en proie au refoulement de ses pulsions sensuelles. Ce serait un acte de salubrité publique de la part des gouvernements musulmans de montrer ce film à leurs peuples. Pour l'instant, outre la Syrie, seul un distributeur privé tunisien s'est jeté à l'eau. Espérons que l'incident du demi-mètre figurera parmi les quinze réalisations visionnées aux Journées de l'Algérie vient de s'engager à acheter par la voie du metteur en scène Mohamed Lakhdar-Annas, directeur de l'Office national algérien du cinéma et de l'industrie cinématographique. Quand on songe que cette manière de perfection qu'est Azza du Tunisien Abdelatif ben Amar, tant d'or en 1980, qui expose le cheminement de l'émancipation de la musulmane, n'a encore été démandée, hors de Tunis, par aucun circuit commercial arabe ou africain...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

MUSIQUE

« SIMON BOCCANEGRA » A BRUXELLES

Une vivante forêt de symboles

Gérard Mortier a réussi en un an à refaire de la Monnaie de Bruxelles un lieu de création lyrique important et à conquérir un public fidèle (les représentations de ces dernières semaines se sont toutes déroulées à bureaux fermés). Et cela sans rien concéder dans le choix des œuvres ni miser sur le « star system ». Les spectacles sont aussi exigeants pour les artistes, conviés à un travail d'équipe, que pour le spectateur, appelé à être « actif », intuitif autant que sensible, devant les réalisations très élaborées qu'on lui propose.

Ainsi de ce *Simon Boccanegra* de Verdi, réalisé par Pierre Constant et Roberto Plate (avec l'aide du dramaturge Michel Vittoz), où le côté impérieux et schématisé de la mise en scène et des décors, la violence des éclairages, les personnages fortement silhouettés, font éclater le drame avec la même force que dans leur *Tosca* de Nancy.

Le refus de l'anecdote au profit de la flamée dramatique ordonne l'action autour d'une « vivante forêt de symboles » : l'enfance innocente (toute la tragédie est déterminée par le rapt de la petite fille de Simon, fruit, de sa « faute », puis ses retrouvailles avec elle), incarnée par cette fillette qui passe à différentes reprises au fond de la scène en jouant au cerf-volant ; la femme et la mère (dont la mort, dès le prologue, ravage le destin de Simon), qui, par une belle association homonymique (la mère - la mer), est symbolisée par une figure de proue, statue au milieu des vagues de sable (image du désert qui habite le cœur de Simon) menant au rivage de la mer, présente et jamais vue (la mer, ancien royaume du corsaire Simon et origine de la fortune de Gènes où se déroule l'action) ; ou encore le manteau de pourpre, symbole du pouvoir, raide comme une armure, que Simon endosse ou abandonne avec indifférence, comme une coquille vide, comme la défréque d'un acteur qui vit pleinement son rôle sans s'identifier à sa fonction.

Bien d'autres significations sont ainsi suggérées dans ce drame de la politique, du temps et de la mort, qui font apparaître les puissances virtuelles du génie de Verdi semées à travers cette œuvre, assez hermétique dans son livret apparemment à la limite de l'absurde. Et cela dans un décor unique, sobre et monumental (une immense voûte de brique domptée par des voiles carguées ou déployées rapidement comme sur un navire de haut bord, comme les draperies funéraires d'une église, Sylvain Cambreling dirige remarquablement cette représentation, avec sa précision et son dynamisme

habituel ; il a fait un étonnant travail de détail avec les chœurs et l'orchestre, qui atteignent à une réelle intensité dramatique, même si la qualité sonore n'est pas encore exceptionnelle ; il est vrai que, comme à l'Opéra-Comique, l'orchestre est desservi par une fosse peu profonde dont les parois renvoient trop violemment le son.

José van Dam domine la distribution et trouve enfin un rôle exactement à sa mesure en ce corsaire jeune, ardent et profondément désespéré à la fois, dont il donne l'image la plus émue. Avec lui on citera Giorgio Lamberti, excellent Gabriele Adorno qui abuse nullement d'un voix très encore exténuée ; il est vrai que la composition du ténor Paolo est superbe.

La voix expressive d'Ellen Shade (Maria), d'une jolie couleur, n'a cependant pas une ampleur suffisante et se braille ou se brise parfois dans l'aigu, tandis que Pierre Thau, Fiesco fort honorable, ne peut prétendre à la stature d'un Ghislieri. La réussite de Strehler et Abbado à la Scala reste, bien entendu, inégalée, mais on se réjouit de découvrir à Bruxelles une production si riche de sens.

JACQUES LONCHAMPT.

* Dernières représentations les 2 et 4 novembre.

VARIÉTÉS

CHANTAL GOYA AU PALAIS DES CONGRÈS

Le royaume du play-back

Tout a commencé il y a quatre ans à la télévision où Jean-Jacques Debout, auteur-compositeur de talent, fabricant de chansons pour Johnny Hallyday et Sylvie Vartan, écrivit pour les Carpentier un « numéro un » en forme de conte de fées interprété par sa femme, Chantal Goya, chanteuse yéyé dans les années 60 et interprète de Jean-Luc Godard dans *Masculin féminin*. Un personnage de bande dessinée pour enfants de trois à neuf ans était créé, qui allait se développer très vite dans des disques et dans des spectacles. Grande sœur, copine bon genre tout en sourires et en modestie, la voix légèrement acide, Chantal Goya évolue dans un univers de carton-pâte où il est dit toutes les trois minutes que tout est merveilleux, où l'on rencontre pélo-méle, le temps d'une chanson homonyme, Guignol, Bécassine, les Pieds nickelés, Tintin, le Chat botté, Pierrot et Colombine.

C'est du spectacle musical habilement fabriqué et rondement mené

par une équipe qu'anime Jean-Jacques Debout (auteur à chaque fois du livret, des paroles et de la musique et responsable de la mise en scène) et à laquelle collaborent Marit Carpentier (production), Roger Dumas (paroles de certaines chansons), Arthur Plassech (chorégraphie), et Pierre Simonini (décors). Le Palais des Congrès ne désemplit pas pendant trois mois. Les principales villes de l'Hexagone brillent ensuite le divertissement, chacune pendant quatre ou cinq jours. Les produits dérivés (calendriers d'école « Chantal Goya » avec gomme et stylo) et les albums publiés chez R.C.A. rapportent gros : *Guignol* a été vendu à 530 000 exemplaires, *Bécassine* à 600 000, *Le soulier qui vole* à 270 000, *Tintin* à 350 000 et *Le royaume magique* à 490 000. Ce dernier album a « inventé » un nouveau style : le « livre play-back ». En effet, tous les shows de Chantal Goya se déroulent avec une bande (musi-

que et voix) en play-back. Pour la fabrication de l'album « live », « en direct », *Le royaume magique*, les ingénieurs du son ont branché trois à quatre micros dans la salle pour saisir l'ambiance et ont mixé... avec la bande. Et dans le spectacle même, actuellement, au Palais des Congrès, il y a un carrement sur scène une danse de claquettes en play-back.

On sera honnête en notant que dans la salle les enfants ambient comme un air de fête.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Palais des Congrès, 20 h.

■ Deux concours récents de la Région immobilière de la ville de Paris ont été organisés dans la galerie d'Architecture de l'Institut Français d'Architecture jusqu'au 13 novembre. Il concernait des ensembles de logements situés soit de la Loire et rue de Fontenaille et opposaient E. Girard (maîtrise) à H. Gaudin et le groupe E.D.M. par G. Maurin (maîtrise) à G. Boachez et le groupe Assis d'autre part. I.F.A., 6, rue de Tournon, Paris 6^e.

Abandon de Michele Mouton

LES RESULTATS

Je t'aime d'amitié

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE**
spécialement destinée
à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

**TOUTE
UNE
NUIT**

Heures sombres pour le bâtiment et les travaux publics

Aujourd'hui qu'elle est reprise pour l'ensemble du pays, M. Philippe Levaux, président de la fédération régionale des travaux publics, propose une « super-vignette », pour les automobiles parisiens, qui financerait les importants travaux routiers restant à réaliser en Ile-de-France.

Dans l'espoir de l'Exposition universelle

■ Mais aujourd'hui le ministère de l'emploi refuse ces adaptations et veut privilégier la réduction du temps de travail plutôt que les départs en préretraite, comme nous l'avons vu. Pour nous, ce n'est pas possible. Résultat : la convention n'est pas appliquée et il ne peut avoir de contrat de solidarité de ce type dans le bâtiment.

M. Crépeau préfère les avions aux forêts

Et si cela ne suffit pas encore, tant l'addition des coûts des projets évoqués par la fédération des travaux publics fait frémir ? M. Levaux a deux idées : une nouvelle taxe sur l'essence, 10 centimes par litre, propose-t-il, mais cette fois réservée à l'Île-de-France; chaque centime permet de réaliser 40 millions de francs de travaux. Ou alors une « super-vignette », 30 francs par voiture par exemple, là aussi réservée à l'Île-de-France.

Mais la petite guerre des aéroports sévit en Poitou-Charentes comme ailleurs. Les Rochelais n'admettraient pas de fouler les pistes de Mers-les-Bains ou de Poitiers. Au mépris de toute raison, chaque ville veut « son » terrain et « sa » ligne.

Alors, est-il vraiment indispensable d'engager des dépenses supplémentaires, d'abattre ces arbres, d'accroître le bruit autour de La Rochelle et de compromettre la crédibilité du ministre de l'Environnement ? La décision finale appartient

Un jardin botanique

Ceux-ci sont en pleine effervescence, puisque plusieurs enquêtes publiques sont ouvertes sur place du 25 octobre au 3 décembre prochains. Elles portent simultanément sur l'extension des servitudes aéronautiques, sur le bois de La Faucherie, sur la nécessaire révision du plan d'occupation des sols, et sur la notion d'utilité publique de l'opération.

Vivement mis en cause, puisqu'il a avoué le projet de la chambre de commerce, M. Crépeau se défend : « La forêt n'est pas aussi belle qu'on la présente aux servitudes ».

concernant le bruit sont excessives, dit-il. D'ailleurs on ne peut pas faire autrement. L'aérodrome de La Rochelle n'a jamais été conforme aux normes de sécurité. Si on veut, non y développer des vols charters auxquels je ne crois pas, mais assurer une meilleure liaison avec Paris et, un jour, recevoir du fret, il faut couper ces arbres. Je propose de les remplacer par un jardin botanique ou un espace vert à végétation basse. »

quer que Touraine Air Transport ne demande aucune extension de la piste; que les vols charters pourraient partir de l'aérodrome de Ro-

lonté décentralisatrice du gouvernement actuel, comme des précédents, doivent en être conscients.

THIERRY BREHIER.

THIERRY BREHIER

Basse-Normandie

Un budget de rigueur et une pause des investissements en 1983

La dernière séance du conseil régional bas-normand aura été marquée aussi par la polémique qui oppose M. J. Marigné à J. L. Méxandreau, ministre des P.T.T., ancien député du Calvados, conseiller général, et candidat à la mairie de Caen. Ce dernier a en effet reproché au conseil régional sa « passivité » face à la « coexistencisme » dont font preuve les différents comités de conseils généraux bas-normands dont un, celui de la Manche, est présidé par M. Jozean-Marigné. Pour le sénateur de la Manche, en revanche, la situation nationale est telle, cependant, « qu'elle ne devrait pas prédisposer certains ministres à donner des leçons ». Ajoutant que « le conseil régional ne peut que proposer et qu'il ne faut pas lui enlever ce rôle de médiateur entre les différents pouvoirs », il conclura toujours de collaborer avec l'Etat. Ainsi, il dira, « oui » au programme télématique que lui a proposé M. Méxandreau.

J.A.

A LA DÉFENSE

Le vide au bout du pont...

Hauts-de-Seine, « la région a donné la priorité absolue à la réalisation de l'A-86 à l'est et, par manque de crédits, la construction de l'A-14 a été reportée à une date très lointaine ».

C'est ainsi qu'il y a quelques années, on a dû laisser en plan les projets de la Défense, à cause de l'euphorie. Le quartier de la Défense est d'ailleurs riche en témoignages de ce temps jadis où la perspective d'une forte expansion démographique et urbanistique permettait d'imaginer les réalisations les plus grandioses — avant que la crise ne vienne à bout d'un optimisme souvent démesuré. Ainsi l'aménagement de la Défense prévoyait, dès l'origine, la gare, la gare, la dalle dans les deux sens de la circulation automobile entre la nationale 13 et le pont de Neuilly : 2 kilomètres et demi de routes préfigurées ici et là, qui permettraient de désengorger les dangereux boulevard circulaire de la Défense. Le dernier n'étant initié que lorsque la dalle fut terminée (le quartier) et qui se font attendre depuis plus de dix ans. Cette liaison est désormais en passe d'être achevée dans le sens Paris-province. Mais la jonction dans le sens province-Paris n'est pas pour demain. Quant à l'A-14, elle risque de rester longtemps inachevée, selon le mot de M. Teirradier, un brévil de sé pour le préfet :

FRANÇOIS BOLLIN

Centre

orientations budgétaires et le plan. Il est regrettable, a-t-il dit, que le gouvernement n'ait pas cru bon de devoir conserver à notre assemblée le qui faisait son originalité : l'étroite association des représentants socio-professionnels aux élus avait permis d'enrichir considérablement le débat démocratique ». — *Corresp.* J. M. Troussat a également déploré que les textes ne soient pas plus précis sur les moyens mis à la disposition des comités économiques et sociaux pour faciliter leurs

[illegible]

Le Monde

économie

SOCIAL

LA POLITIQUE SALARIALE DU GOUVERNEMENT

« Nous ne sommes ni passifs ni outranciers nous avons la fermeté voulue » déclare M. Krasucki au « club de la presse » d'Europe n° 1

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., était l'invité du « Club de la presse » d'Europe n° 1 dimanche 31 octobre.

A cette occasion, le responsable cégétiste a rappelé les grandes orientations de sa centrale ainsi que ses revendications, notamment en ce qui concerne la politique salariale du gouvernement.

« Si on devait en rester en l'état, cela se traduirait par une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs variant de 2 à 4 et même 6 % au cours de l'année 1983, puis, que l'on annonce un rattrapage seulement pour la fin de l'année 1983... »

« Il faut se rendre compte de ce que représente le SMIC : 3 319 francs brut, c'est-à-dire 2 891 francs net pour vivre. Il est impossible d'admettre une baisse du pouvoir d'achat de ces salariés. Avec de tels salaires, une baisse fait mal. Cela provoque dans un premier temps une sorte de stupeur chez les travailleurs et beaucoup de mécontentement. Les travailleurs ont raison, et la C.G.T. exprime cela. On ne peut pas en rester là et il faut le corriger. Cela suppose, d'une part, que les travailleurs se fassent entendre, et fermement - je crois qu'ils ont commencé à le faire et nous aussi, - et, d'autre part, que nous ne soyons pas des travailleurs, qui ont voulu le changement, ne souhaite le retour de la droite au pouvoir, que nous le fassions de telle façon que les actions soient bien adaptées à la situation. Si nous étions passifs, les travailleurs ne nous comprendraient pas et ils auraient raison. Si nous étions outranciers, ils seraient inquiets, et ils auraient raison aussi. Nous ne sommes ni l'un ni l'autre, nous avons la fermeté voulue. »

M. Krasucki a fait alors état d'une lettre adressée au premier ministre et de la réponse qu'il a reçue : « Premièrement, la question du SMIC n'est pas résolue, et elle ne le sera qu'à la fin du mois de novembre ; par conséquent, entretenez, il y aura des discussions ; et notamment avec le ministre du travail ; deuxièmement, sur le SMIC et plus généralement sur l'ensemble des questions sociales litigieuses, il me propose une rencontre pour faire le point. Et, effectivement, les discussions avec le gouvernement ont permis certains résultats. Le problème du pouvoir d'achat des salariés est un des plus difficiles, actuellement, à faire progresser. C'est un fait, nous ne cachons pas. Au contraire, nous le disons fermement. Mais nous tenons compte du fait que nous avons un interlocuteur et que, même sur ces questions, rien n'est immobile pour personne. »

Quand à la crainte exprimée par M. Jacques Delors récemment sur le fait qu'une revalorisation trop importante du SMIC risquerait la politique contractuelle et écraserait la qualification des ouvriers et des employés eux-mêmes, elle ne paraît pas fondée pour M. Krasucki : « Le SMIC est insuffisant tel qu'il est, et les augmentations envisagées ne menacent pas la hiérarchie des salaires. »

« Ce qui écrase la hiérarchie des salaires moyens, ouvriers ou employés qualifiés et techniciens petits... »

« Si le gouvernement ne change pas d'attitude il y aura un conflit avec la C.F.D.T. », déclare M. KASPAR

De notre correspondant

Lille. - Dans son intervention au septième congrès des mineurs C.F.D.T., qui s'est achevé le 30 octobre, à Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais), M. Jean Kaspar, secrétaire national, a été très réservé sur l'action du gouvernement qui, dit-il, doit en finir avec la navigation à vue. « Plus que jamais, le seul langage à tenir est celui de la mobilisation, mais aussi de la vérité sur la gravité de la situation économique. Il s'agit aussi d'être ambitieux et rigoureux, or, le gouvernement n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour prouver sa crédibilité, notamment en ce qui concerne la réforme des comités économiques et sociaux, l'UNEDIC et le SMIC maintenant. Pour le SMIC, si le gouvernement persiste dans son attitude et ne tient pas ses engagements avant la fin de l'année, il y aura conflit ouvert entre lui et la confédération C.F.D.T. »

GEORGES SUEUR.

et moyens - là, c'est un vrai problème réel, - c'est tout simplement qu'on ne mène pas une politique sérieuse de développement de la production pour remettre de l'ordre dans les systèmes de rémunération. »

Il n'est pas bon d'avoir des syndicats dociles ni à l'Est ni à l'Ouest

M. Krasucki a ensuite défini la conception de l'action syndicale à mener vis-à-vis du gouvernement socialiste. Sans nier le risque de « gestion sociale de la crise », le leader cégétiste a rappelé ce qu'il estime être le rôle de la C.G.T. : « fermeté dans la défense des intérêts des travailleurs et sérieux pour que la gauche réussisse quelque chose de bien. Il n'est pas bon d'avoir des syndicats dociles, pour qui que ce soit, à gauche, ni à l'Est ni à l'Ouest. »

Cependant, « avec un gouvernement de droite - nous l'avons vécu assez longtemps - c'est toujours « non » et aucune discussion n'est possible. Donc, le style même de l'action syndicale et de l'action des travailleurs tient compte d'un interlocuteur purement et simplement négatif, qui refuse même la discussion et qui se fait une gloire de dire qu'il se moque des porteurs de pancartes, comme faisait M. Barre. (...) C'est différent quand on a affaire à un gouvernement qui engage des réformes, que nous apprécions, et avec qui nous sommes en mesure de discuter quand il y a un désaccord. »

CONJONCTURE

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 21-10-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	257 476
dont :	
Or	170 554
Disponibilités à vue à l'étranger	15 944
ECU	57 719
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	13 280
dont :	5 589
Concours au Trésor public	-
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	190 912
dont :	
Effets escomptés	82 322
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉCOM	47 160
5) DIVERS	6 306
Total	507 427

PASSIF	
1) BILLET EN CIRCULATION	173 714
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 832
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	6 820
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	55 478
dont :	
Comptes courants des établissements soumis à la constitution de réserves	33 339
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	53 849
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	183 334
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 266
8) DIVERS	10 226
Total	506 273

UN DES PLUS GRANDS FABRICANTS BRITANNIQUES de produits de grande consommation (non alimentaires) cherche

SOCIÉTÉS FRANÇAISES susceptibles de distribuer ses produits.

Nous fabriquons deux types de produits, chacun leader de leur marché :

- 1) Broses à dents : Notre distributeur devra être fabricant ou distributeur dans le circuit Supermarchés, Grands Magasins et Pharmacies.
- 2) Produits d'entretien : Notre distributeur devra être implanté dans les circuits Quincaillerie, Supermarchés et Grands Magasins.

Écrire : Marketing Director, Addis Limited, Ware Road, Hertford, Herts. SG13 7HL, England. Telex 81436. Tel. 54221.

GEORGES SUEUR.

Dans la région du Havre

MILLE TRAVAILLEURS DE RENAULT DEMANDENT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FAIRE « RESPECTER LES CHOIX DU 10 MAI »

(de notre correspondant.)

Le Havre. - Le 28 septembre dernier, mille travailleurs et travailleuses de la région rouennaise, ouvriers, militants syndicaux ou politiques, avaient adressé une lettre ouverte à M. François Mitterrand et aux députés du P.S. et du P.C.F., lettre dans laquelle ils réclamaient « les mesures d'austérité » et demandaient « que soient respectés les choix du 10 mai » (le Monde du 3 octobre). Cet appel a été repris et signé par mille travailleurs de Renault-Sandouville et Renault-Cléon ; parmi ceux-ci « les syndiqués C.G.T., C.F.D.T., F.O., des non-syndiqués, des militants de la L.C.R., du P.C.F., du P.S. et des sans-parti ».

Rappelant que les travailleurs de l'automobile, à Renault-Sandouville notamment, ont montré leur volonté de changement lors de la grève de douze semaines en atelier de sellerie l'année dernière, les signataires ont précisé dans un communiqué daté du 29 octobre : « Confrontés aux attaques de la direction contre nos salaires (augmentation de 1,5 % pour les derniers mois de l'année) et contre nos conditions de travail (augmentation de nos cadences et blocages sur la formation professionnelle), nous avons décidé de nous adresser à François Mitterrand et aux députés du parti socialiste et du parti communiste pour leur faire savoir que nous n'avons pas voté le 10 mai pour continuer à subir la même politique de la direction de la Régie, mais pour le changement et la satisfaction des revendications. »

PATRICK PESLIER.

ÉTRANGER

Le gouvernement belge alourdit la T.V.A.

sur plusieurs biens et services Création d'un quatrième taux à 19 % De notre correspondant

Bruxelles. - Pour suivre son action de remise en ordre financière et économique, le gouvernement de M. Martens vient d'augmenter la T.V.A. de façon spectaculaire sur un certain nombre de biens et de services. Il est vrai que, en même temps, les familles avec enfants à charge, qui sont les plus durement touchées par de telles mesures, se voient concéder certains avantages fiscaux qui restent à préciser. Cette réforme représente donc un certain succès politique pour les ministres chrétiens-sociaux, alors que leurs collègues libéraux au sein de la coalition gouvernementale auraient préféré un allègement moins sélectif de la charge fiscale. Encore les prélèvements imposés aux tranches de revenu les plus élevées sont-ils également réduits.

Les modifications de taux de la T.V.A. amènent un commentateur du journal le Soir à écrire que « le gouvernement n'y est pas allé de main morte ». De plus, les nouvelles mesures vont directement à l'encontre de l'« esprit européen ». Les commissaires de la Communauté souhaiteraient en effet que l'on évolue vers un système ne comportant plus que deux taux de T.V.A. dans chacun des pays membres. Or, à côté des taux de 6, de 17 et de 33 %, le gouvernement belge introduit un quatrième taux à 19 %. S'efforçant de prévenir les objections, le ministre de finances, M. Willy de Clerq, a souligné que les vœux de la Commission européenne n'entraînent aucune obligation immédiate et aucun délai n'a été fixé pour une éventuelle harmonisation européenne.

Les changements applicables dès le 1^{er} décembre prévoient tout d'abord que le taux réduit passera

de 6 % à 17 % pour les secteurs de la blanchisserie, du nettoyage à sec et de la teinturerie, sans que personne voit très bien pourquoi les ménagères belges devraient être pénalisées de la sorte. Autre mesure : les aliments destinés aux animaux domestiques seront désormais taxés au taux de 19 % au lieu de 6 %. Le coup est dur pour nombre de vieilles personnes qui n'ont plus d'autre compagnie qu'un animal.

En règle générale, le taux normal de 17 % est porté à 19 %, ce qui vaut notamment pour la bière - encore un choc très dur pour les Belges, - la limonade, la margarine et les vêtements. Des exceptions sont faites cependant pour le fuel domestique, le gaz, l'électricité, les chaussures, ainsi que pour les hôtels, cafés - restaurants, secteur qui connaît déjà pas mal de revers.

Un changement important frappe également un secteur touché par le marasme des affaires : le taux de la T.V.A. passe de 17 % à 25 % pour tous les appareils et machines électroménagers, ainsi que pour les montres ordinaires et les bijoux fantaisie. Enfin, l'immense majorité des familles, dans un pays où les antennes sur les toits sont devenues très rares, sont frappées par la décision de relever de 17 % à 25 % la taxe sur la distribution par câble des programmes radiodiffusés et télévisés.

La hausse de la T.V.A. rapporterait 15,5 milliards de francs à l'Etat en année pleine, soit 2,26 milliards de francs français. Quant aux allègements de la fiscalité directe pour les familles, ils cotéteraient 7,5 milliards de francs, soit 1,1 milliard de francs français.

JEAN WETZ.

Crise à la CNUCED

De notre correspondante

Genève. - La CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) vient de connaître une crise grave qui risque de compromettre sérieusement son activité future. Il est admis en règle générale que, pour que cette organisation puisse fonctionner de manière satisfaisante, les décisions doivent être prises par consensus. Or, à l'issue de la vingt-cinquième session du conseil du commerce et du développement sur la coopération économique entre pays du tiers-monde, une résolution présentée par le Koweït au nom du groupe des « 77 » a été mise aux voix.

Cette résolution porte en principe, sur les modalités du travail de la CNUCED, mais, en fait, exige pour les « 77 » le droit de décider seuls quels sont les pays qui peuvent participer (ou simplement être présents) à leurs négociations et quels sont ceux qui peuvent en être exclus. Le texte a été adopté par 63 voix et 9 abstentions, celles du bloc de l'Est. Sauf la Grèce et la Turquie, tous les pays membres du groupe B (pays industriels) et Israël (qui n'est admis dans aucun groupe) s'y sont opposés, estimant, entre autres, que le texte violait les principes d'universalité sur lesquels reposent les Nations unies.

En effet, bien que le texte ne mentionne pas Israël, il est clair que ce pays est le premier visé et qu'il sera le premier à être exclu du dialogue sur la coopération, le texte octroyant pratiquement le droit de veto à tout pays du groupe des « 77 ». La Chine, qui n'en fait pas partie, se trouve également dans cette situation peu confortable.

La France, pourtant très attachée au principe du dialogue Sud-Sud, s'est rangée au point de vue adopté par la C.E.E., qui estime que les travaux doivent se dérouler dans le respect des règles et des procédures sur lesquelles le système des Nations unies a été fondé. Selon le porte-parole de la C.E.E., le résultat du vote est « de rendre plus difficile pour nous la poursuite de nos travaux au sein de la CNUCED d'une façon positive et efficace ». De leur côté, les États-Unis ont rappelé que tout programme des Nations unies - et par conséquent tout ce qui entre dans le cadre de la CNUCED, - financé par tous les membres de l'Organisation, doit être effectué selon les principes fondamentaux de la charte. Or ces derniers sont bafoués par la résolution des « 77 ».

Selon le président de la session, M. Franz Blankart, les suites du vote « paraissent graves, tant pour la CNUCED elle-même que pour la coopération avec le monde en développement ». Pour le groupe B, les conséquences financières de cette crise se feront sentir dès le vote budgétaire à l'Assemblée générale de l'ONU, qui se tient actuellement à New-York.

Le groupe des pays en développe-

ment a fait jouer le principe de la souveraineté des États à son seul avantage, introduisant la règle de la sélectivité, tout en exigeant l'assistance de la CNUCED. Les pays industrialisés ne sont pas, eux, prêts à accepter de financer la mise en œuvre - dans le cadre du budget ordinaire de la CNUCED - des programmes de coopération dont ils seront, en fait, exclus.

ISABELLE VICHNIAC.

COMMERCE INTERNATIONAL

La montée du protectionnisme

LES RÉCENTES MESURES FRANÇAISES SONT CRITIQUÉES AU JAPON ET AUX PAYS-BAS

Le patronat chrétien néerlandais a critiqué les mesures commerciales prises par le gouvernement français, l'accusant de protectionnisme et de transférer ses problèmes économiques sur les pays voisins. Dans un article publié dans sa revue hebdomadaire, le patronat chrétien néerlandais estime que « la France rendrait un grand service à l'économie mondiale en révoquant les mesures protectionnistes et par la création, en coopération avec ses partenaires du système monétaire européen (S.M.E.) et du Fonds monétaire international (F.M.I.), d'un plan de rétablissement à terme de son économie ».

Le Japon entend protester, de son côté, par la voie diplomatique, contre les mesures d'ordre réglementaire prises par la France pour contrôler les importations de magnétoscopes, a précisé, le 29 octobre à Tokyo, un porte-parole du ministère du commerce international et de l'industrie. La France nous ferme pratiquement son marché, a ajouté le porte-parole, précisant que le Japon entendait riposter à cette mesure.

Le président de la Banque mondiale, M. Clausen, a dénoncé une nouvelle fois le danger du protectionnisme, à l'occasion de sa visite en Indonésie. M. Clausen a notamment insisté sur la nécessité d'un système d'échange commerciaux ouvert dans l'intérêt du monde entier. Les observateurs ont vu dans les propos du président de la Banque mondiale une critique de la nouvelle politique commerciale indonésienne d'« achats en contrepartie » qui impose aux fournisseurs de matériel lourd de Djakarta des achats pour la même valeur de produits autres que les hydrocarbures, et qui exige que toute importation se fasse par des transporteurs locaux. - (A.F.P.)

● Londres. - Le groupe américain Consolidated International pourrait racheter la firme automobile De Lorenz, dont le gouvernement britannique a récemment annoncé la liquidation.

Les administrateurs judiciaires britanniques ont annoncé, samedi 20 octobre, que le groupe américain, dont le siège est à Columbus (Ohio), a payé une « somme importante » pour une option de quarante-cinq jours sur l'usine et son équipement. La société a également signé un contrat pour l'acquisition des mille quatre-vingt et une voitures entreposées à l'usine et des cinquante-trois toujours en construction. - A.F.P.

